Nations Unies A/70/612/Add.1

Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session
Point 148 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015

Rapport du Secrétaire général

Additif

On trouvera dans le présent additif des informations sur les produits prévus et exécutés renvoyant à la section II du document A/70/612.

15-22059 (F) 260116 260116

Merci de recycler

Table des matières

Page

II. Exécution du budget 4

A. Département des opérations de maintien de la paix 4

B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine 22

C. Département de l'appui aux missions 25

D. Département de la gestion 43

E. Bureau des services de contrôle interne 64

F. Cabinet du Secrétaire général 66

G. Administration de la justice 67

H. Bureau de la déontologie 69

I. Bureau des affaires juridiques 70

J. Département de l'information 73

K. Département de la sûreté et de la sécurité 75

L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 79

M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme 80

Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIG	Système intégré de gestion
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

II. Exécution du budget*

A. Département des opérations de maintien de la paix

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
35 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et politiques intéressant tous les aspects du maintien de la paix	38	Séances d'information ont été tenues. Les demandes supplémentaires formulées par le Conseil de sécurité et d'autres organes délibérants, concernant en particulier l'évolution de la situation dans la MINUSCA, la MINUSMA et la MINUSS et les travaux du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix, expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.
290 réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact	300	Réunions ont été tenues. Les demandes supplémentaires formulées par les États Membres et d'autres parties prenantes expliquent ce résultat, supérieur aux prévisions.
2 réunions d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration	2	Réunions d'information ont été tenues.
6 réunions d'information : 1 à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 5 à l'intention des États Membres et des pays fournissant des contingents et du personnel de police sur les travaux du Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix	6	Réunions d'information ont été tenues sur les missions à l'intention des membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et des États Membres, en particulier des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.
Points de presse trimestriels sur les principales questions de maintien de la paix et 200 entretiens	5	Points de presse ont été tenus.
	226	Entretiens ont été accordés aux médias.

* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir A/70/612

avec les médias consacrés à des questions propres à telle ou telle mission, à la déontologie et à la discipline et à des questions militaires, de police et de sécurité		Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par l'intérêt accru que suscitent les opérations de maintien de la paix, les allégations d'exploitation et d'agressions sexuelles en République centrafricaine, la poursuite du conflit au Soudan du Sud et les travaux des groupes de haut niveau, y compris le Groupe d'experts sur les technologies et l'innovation au service des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.
80 activités, notamment des conférences et des produits multimédias, visant à faire mieux connaître le travail de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et 1 000 articles traitant du maintien de la paix publiés dans les médias des Nations Unies	87	Activités de communication ont été menées.
	3 242	Articles traitant du maintien de la paix ont été publiés.
		Le fort niveau d'activité dans les opérations de maintien de la paix, en particulier au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et au Mali, exigeant une couverture médiatique accrue sous forme d'articles et dans les médias sociaux, explique ces résultats supérieurs aux prévisions.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Actualisation des consignes relatives à la structure et aux programmes des bureaux de l'information à l'intention des opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou connaissant une transformation importante	Oui	Les consignes en matière de communication établies en 2006 à l'intention des opérations de maintien de la paix ont été actualisées à la suite de consultations tenues avec les bureaux de l'information des missions lors d'un atelier au Siège. Le document final devrait être approuvé par les chefs de l'information lors de leur réunion biennale, début 2016, puis adopté. Des directives et des stratégies de communication spécifiques ont été données concernant le lancement de la MINUSCA, la crise de la MINUSS, la rationalisation de la MINUAD et Radio Okapi (MONUSCO), ainsi que les problèmes d'exploitation et d'agressions sexuelles dans le cadre des missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
10 visites dans des opérations de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et fournir des orientations aux responsables des missions sur des questions liées à l'exécution des mandats	9	Visites ont été effectuées.
5 rapports comprenant des recommandations sur les problèmes systémiques qui ont une incidence sur l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix des Nations Unies	5	Rapports (MINUSMA, MONUSCO, MINUSS, FISNUA et MINUSTAH) ont été publiés.
10 séances de coordination, de consultation ou de dialogue avec les pays fournissant des contingents ou du personnel de police pour recenser les problèmes systémiques touchant les opérations de maintien de la paix	10	Séances de coordination, de consultation ou de dialogue ont été tenues avec les pays fournissant des contingents ou du personnel de police à la MINUSMA, la MONUSCO, la MINUSS, la FISNUA et la MINUSTAH.
1 conférence annuelle réunissant tous les représentants spéciaux du Secrétaire général et les chefs de mission des opérations menées par le Département des opérations de maintien de la paix et 1 conférence semestrielle réunissant les chefs d'état-major des missions	1	Le onzième séminaire des représentants spéciaux du Secrétaire général et des chefs de mission des opérations menées par le Département des opérations de maintien de la paix a eu lieu en mars 2015.
	1	La quatrième conférence semestrielle des chefs d'état-major des opérations de maintien de la paix a eu lieu en avril 2015.
1 atelier à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints pour les aider à faire en sorte que la gestion des centres d'opérations conjoints de chaque mission soit conforme aux objectifs stratégiques de maintien de la paix et à renforcer la coopération entre les missions en cas de crise, et 2 sessions de formation sur l'analyse des opérations et des informations à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointes	1	L'atelier à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints a eu lieu en juin 2015.
	2	Sessions de formation à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointes ont été organisées en partenariat avec le Centre international norvégien de défense.
5 visites dans des opérations de maintien de la paix pour fournir un appui technique aux centres d'opérations conjoints et aux cellules d'analyse conjointe	7	Visites ont été effectuées dans 6 missions (MINUSCA, FINUL, FNUOD, ONUCI, MINUL et MINUSS).
Mise en œuvre d'un cadre de gestion électronique des documents dans 2 missions de maintien de la paix	2	Missions de maintien de la paix (la FINUL et l'UNFICYP) ont établi un cadre de gestion électronique des documents.

4 évaluations techniques des besoins en matière d'information des opérations de maintien de la paix faisant face à des changements importants ou à des problèmes particuliers liés à l'information, réalisées en collaboration avec le Département de l'information	4	Visites d'évaluations techniques ont été conduites auprès de la MONUSCO, la MINUSS, la MINUAD et la MINUSCA.
Rassemblement des télégrammes chiffrés envoyés par 13 opérations de maintien de la paix depuis 2009 dans un système de conservation des télégrammes	Oui	Un système de conservation a été mis en place en vue d'archiver les télégrammes chiffrés envoyés par 13 opérations de maintien de la paix depuis 2009.
1 réunion d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration concernant les questions de sûreté, de sécurité et de résilience des organisations	1	Réunion d'information a été tenue à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les questions de sécurité spécifiques aux missions, la gestion des risques liés à la sécurité au travail dans les missions et la résilience de l'Organisation et la gestion des crises.
10 recommandations concernant la gestion des risques de sécurité applicables au maintien de la paix inscrites dans les politiques et procédures établies par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	10	Recommandations relatives à la sécurité ont été inscrites dans des politiques et procédures, concernant notamment : la gestion du stress traumatique; la stratégie « Sauver des vies ensemble »; la gestion des risques de sécurité au domicile; la formation en matière de sûreté; la gestion des crises; les questions liées à l'égalité des sexes; l'établissement de manuels relatifs à la sécurité; les services de sécurité privés non armés; le greffe; la stratégie de sécurité routière.
1 stage de formation à la sécurité sur le terrain et 1 stage de formation à la résilience à l'intention de participants issus d'opérations de maintien de la paix	1	Stage de formation à la sécurité sur le terrain et 1 stage de formation en matière de la résilience ont été organisés à l'intention de participants issus d'opérations de maintien de la paix.
Fourniture de conseils à toutes les opérations de maintien de la paix sur les communications numériques et l'utilisation des médias sociaux	Oui	Toutes les opérations de maintien de la paix ont reçu des directives relatives aux communications numériques. La MONUSCO a bénéficié d'une formation à ce sujet.

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
40 rapports de fond du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des questions multidimensionnelles	48	Rapports sur des questions de fond multidimensionnelles ont été établis. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par le fait que plusieurs rapports supplémentaires avaient été demandés, y compris à la FISNUA, et notamment 2 rapports spéciaux, sur l'examen stratégique de la MONUSCO et sur le suivi de l'examen de la MINUAD.
40 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	40	Lettres ont été adressées au Président du Conseil de sécurité.
160 notes consultatives de fond destinées à être utilisées aux réunions d'information et échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix	231	Notes consultatives ont été établies. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par le niveau d'activité accru de la MINUSMA, de la MONUSCO, de la FNUOD et de la MINUSS, ainsi que par la création de la MINUSCA.
40 consultations avec les pays qui fournissent des contingents et des forces de police pour les informer de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions	38	Consultations ont été organisées. Ce résultat, inférieur aux prévisions, tient au fait que moins de consultations que prévu ont été tenues avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police dans le cadre de la création de la MINUSCA.
60 exposés oraux et 51 notes hebdomadaires d'information à l'intention du Conseil de sécurité sur des questions de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions et sur l'appui apporté à l'AMISOM	54	Exposés ont été présentés. Ce résultat est inférieur aux prévisions, le Conseil de sécurité n'ayant pas demandé autant d'exposés que prévu et certains exposés ayant été remplacés par des notes d'information.
	51	Notes d'information hebdomadaires ont été établies.
Exposés et consultations destinés à répondre à toutes les demandes de l'Assemblée générale, des missions permanentes, des organismes, des institutions de Bretton Woods, des organisations internationales et régionales s'occupant de sécurité et de gouvernance ainsi que des organisations non	Oui	Il a été donné suite à toutes les demandes de séances d'information ou de consultations, notamment celles concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix.

gouvernementales sur les questions de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix et sur l'appui apporté à l'AMISOM		

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
4 concepts d'opérations intégrés, mis au point conformément aux mandats du Conseil de sécurité pour les nouvelles opérations de maintien de la paix ou les opérations en cours exigeant d'importants remaniements	4	Concepts d'opérations ont été mis au point pour 4 missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Directives intégrées à toutes les missions sur les questions opérationnelles stratégiques, tactiques et politiques	Oui	Des directives ont été données à toutes les missions de maintien de la paix, notamment par l'envoi de 724 communications officielles (télégramme chiffrés).
Achèvement, pour toutes les missions intégrées ou intervenant dans un cadre intégré, des examens faits en collaboration avec les entités présentes sur le terrain, des progrès accomplis par rapport aux résultats prioritaires énoncés dans chaque cadre stratégique intégré, y compris l'exposé des problèmes et des recommandations	6	Examens des progrès accomplis par les cellules de mission intégrées et les équipes spéciales intégrées ont été réalisés.
4 rapports sur les évaluations stratégiques intégrées consacrées à des opérations de maintien de la paix portant sur le concept stratégique de chacune des missions, ainsi que les modalités, problèmes ou possibilités concernant l'exécution de leur mandat, et dans lesquels des recommandations sont formulées à ce sujet	5	Évaluations stratégiques intégrées ont été consacrées à 4 opérations de maintien de la paix et à l'appui apporté à l'AMISOM et ont permis d'évaluer des objectifs de références en vue de l'éventuel déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies en Somalie.
25 visites à des fins d'évaluation technique intégrée ou d'évaluation ciblée, qui contribuent ou aboutissent à l'établissement de rapports offrant aux opérations de maintien de la paix et à l'appui apporté à l'AMISOM des orientations générales et une aide en matière de planification et d'exécution du mandat	24	Visites ont été effectuées en vue de mener des évaluations techniques intégrées ou ciblées concernant 10 opérations de maintien de la paix ainsi que l'appui apporté à l'AMISOM.

1 atelier sur l'évaluation et la planification intégrées organisé à l'intention d'au moins 30 fonctionnaires des missions et du Siège, conduit conjointement avec d'autres départements, organismes, fonds ou programmes	1	Atelier a été conduit à l'intention de 48 spécialistes de la planification du Siège et des missions.
1 atelier à l'intention des directeurs des affaires politiques de toutes les opérations de maintien de la paix	1	Atelier a été organisé.
4 notes consultatives sur la coopération stratégique des Nations Unies et de l'Union africaine en matière de maintien de la paix, y compris la mise en service de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	6	Notes consultatives ont été établies.
1 analyse complète de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine ainsi que les communautés économiques régionales, y compris des enseignements qui en ont été tirés, en coordination avec le BNUUA et le Département des affaires politiques	1	Analyse d'ensemble a été menée pour évaluer le passage, au Mali et en République centrafricaine, d'opérations de paix de l'Union africaine à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris des enseignements tirés de cette expérience.

c) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
8 exposés aux États Membres, organismes régionaux et instituts de maintien de la paix sur les activités contribuant au maintien de la paix, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix, la protection des civils et l'évolution des besoins opérationnels, en vue de promouvoir l'appui en faveur des orientations stratégiques et opérationnelles des opérations de maintien de la paix	11	Exposés ont été faits. Les demandes supplémentaires faites par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.
33 comptes rendus présentés à la demande du Conseil de sécurité au sujet de faits nouveaux ou prévus, de situations de crise et de modifications apportées à des mandats de maintien de la paix	38	Comptes rendus, y compris 21 du Comité d'état-major et 17 exposés officiels, ont été présentés au Conseil de sécurité. La situation au Moyen-Orient et la crise provoquée par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest expliquent ce résultat, supérieur aux prévisions.

10 rapports d'analyse stratégique sur les aspects militaires des grands changements touchant les activités des opérations de maintien de la paix et sur les zones de conflit en évolution	10	Rapports d'analyse stratégique ont été établis.
26 comptes rendus présentés aux pays qui fournissent des contingents sur les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, les évolutions prévues, les situations de crise, l'évaluation des risques et des menaces, les modifications apportées aux mandats, les études de capacités, les opérations et les plans, les règles d'engagement, l'état des besoins de la force et des unités, la constitution des forces, ainsi que sur les aspects opérationnels de la mise en œuvre des recommandations du Groupe consultatif de haut niveau (voir résolution 67/261)	25	Comptes rendus ont été présentés aux pays fournisseurs de contingents, y compris 1 à la Conférence des chefs d'état-major de la défense.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
5 documents concernant les concepts stratégiques d'opérations, les états des besoins de la force et les règles d'engagement des opérations de maintien de la paix nouvelles ou largement modifiées	4	Concepts stratégiques d'opérations militaires ont été élaborés. L'élaboration du concept restant a été repoussée de 3 mois.
3 exposés présentés à des pays qui fournissent des contingents, qui s'apprêtent à le faire ou qui l'envisagent, donnant des conseils militaires sur les besoins opérationnels particuliers des opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou largement modifiées	7	Exposés ont été présentés. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par les nouvelles exigences relatives à l'évaluation des capacités des unités dans les hôpitaux de niveau II et par les exposés qui ont été faits sur le Système de forces et moyens en attente.
Déploiement pour une durée maximale de 90 jours d'une équipe ou d'une cellule d'appui militaire auprès des missions nouvellement créées ou déjà en place	Oui	Une équipe d'appui militaire a été déployée à la MINUSCA jusqu'en septembre 2014, moment auquel la mission est devenue pleinement opérationnelle.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
14 rapports d'analyse stratégique ou de suivi concernant les composantes militaires d'opérations de maintien de la paix	18	Rapports d'analyse ou de suivi stratégiques ont été produits. Ce résultat, supérieur aux prévisions, est lié au plan de retrait de la MINUAD.
9 rapports évaluant les capacités de pays fournissant des contingents, y compris avant le déploiement	13	Rapports d'évaluation, y compris antérieure au déploiement, ont été produits. La mise en place de la MINUSCA explique ce résultat, supérieur aux prévisions.
12 bilans actualisés des menaces pesant sur les opérations militaires des missions de maintien de la paix	12	Rapports actualisés d'évaluation des menaces ont été produits.
1 conférence des chefs des composantes militaires des missions	2	Conférences ont été tenues. Ce résultat est supérieur aux prévisions, la conférence qui était prévue à l'exercice précédent, en 2014, ayant été repoussée à l'exercice considéré.
11 manuels sur les normes applicables en matière de capacités pour 11 unités militaires déployées dans des opérations de maintien de la paix et 2 ensembles de directives concernant l'appui fourni par les pays et les questions opérationnelles	7	Manuels sur les normes applicables en matière de capacité ont été élaborés. Les 4 manuels restants ont été soumis pour approbation et devraient être achevés d'ici à la fin de l'année 2015.
	2	Ensemble de directives ont été élaborés. Un projet de directives sur l'appui fourni par les pays a été élaboré et a fait l'objet de consultations avec les États Membres. Ces directives devraient être achevées d'ici à la fin de l'année 2015. Celles sur les questions opérationnelles ont été intégrées au Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies.
Mise en place d'un mécanisme de dialogue entre fonctionnaires et élaboration de 4 conventions pour l'établissement d'un programme de développement avec l'Association des nations de l'ASEAN, l'Union africaine, l'OTAN et	4	Mécanismes de dialogue entre fonctionnaires et une convention ont été élaborés en partenariat avec l'Union africaine, l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et d'une convention avec l'Union européenne pour l'établissement d'un plan d'action concernant le partenariat militaire	1	Un plan d'activités conjoint a été établi à l'intention du personnel militaire du Bureau des affaires militaires et de l'état-major de l'Union européenne et devrait être approuvé et achevé d'ici à la fin de l'année 2015.

d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
30 exposés sur les moyens d'améliorer l'exécution des activités prescrites par les missions dans le cadre de partenariats dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, destinés aux États Membres, aux organes intergouvernementaux, aux groupes d'amis, aux groupes régionaux et aux institutions spécialisées	38	Exposés ont été faits. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par les demandes supplémentaires formulées par les États Membres à la suite de l'adoption, par le Conseil de sécurité, des résolutions 2151 (2014), sur la réforme du secteur de la sécurité, et 2185 (2014), sur le maintien de l'ordre, ainsi que par l'intérêt accru que suscite la lutte contre l'extrémisme violent.
Contribution à 48 rapports du Secrétaire général et autres documents publiés par le Conseil de sécurité et les organes délibérants sur les questions de police, de justice et d'administration pénitentiaire, de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de lutte antimines et de réforme du secteur de la sécurité	50	Des contributions ont été apportées pour 50 rapports.
48 séances d'information sur les questions relatives au maintien de la paix à l'intention des organes délibérants, des États Membres, des organes intergouvernementaux, des groupes d'amis et des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, touchant la police (20), la justice et l'administration pénitentiaire (10), les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration (10) et la réforme du secteur de la sécurité (8), y compris sur le fonctionnement de la cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises	51	Séances d'information ont été menées sur des questions concernant la police (20), la justice et l'administration pénitentiaire (13), les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration (10) et la réforme du secteur de la sécurité (8). Ce résultat, supérieur aux prévisions, tient au fait que plus de séances ont été organisées à l'intention des États Membres et des organisations régionales en lien avec les négociations sur la section relative à l'état de droit du rapport de 2015 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

20 réunions d'information organisées à l'intention des pays fournisseurs de personnel de police, des groupes d'amis ou des organisations régionales, portant sur des questions de fond et de formation, des mesures spéciales ou des questions transversales concernant la police ou d'autres aspects du maintien de l'ordre dans les opérations de maintien de la paix	20	Réunions d'information ont été tenues.
6 documents d'information sur l'évolution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les opérations de maintien de la paix	6	Documents d'information ont été établis.
Rapport multidonateurs sur les activités de lutte antimines menées dans 10 opérations de maintien de la paix au maximum	Oui	Voir le rapport annuel 2014 du Service de la lutte antimines.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
8 séances d'information sur la mise en place de forces permanentes, la fourniture de ressources, la répartition des tâches et la création des capacités spécialisées à déploiement rapide nécessaires dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et sur la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires, organisées à l'intention des États Membres, des institutions, fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des institutions et organismes spécialisés	10	Séances d'information ont été tenues. Ce résultat, supérieur aux prévisions, tient au fait que les États Membres ont demandé à ce que des séances supplémentaires soient organisées sur la Cellule mondiale de coordination ainsi que sur la réforme du secteur de la sécurité à la suite de l'adoption de la résolution 2151 (2014) du Conseil de sécurité.
14 rapports d'examen ou d'évaluation de l'appui technique ou stratégique sur l'exécution des mandats concernant la police, la justice et l'administration pénitentiaire, et la réforme du secteur de la sécurité, le cas échéant	14	Rapports ont été établis.
11 rapports de fin de mission sur les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales ainsi que la définition d'un appui permanent (4 composantes police, 3 composantes judiciaires et 3 composantes pénitentiaires) pour des opérations de maintien de la paix nouvelles ou existantes	11	Rapports de fin de mission ont été établis sur des questions de maintien de l'ordre (4), de justice (4) et d'administration pénitentiaire (3).

34 exposés sur les questions de police dans les opérations de maintien de la paix à l'intention des États Membres	40	Exposés précédant le déploiement ont été faits aux États Membres concernant les normes de déploiement, les dispositifs de remboursement, les procédures de vérification et d'évaluation des unités de police constituées et les normes relatives aux instructions et à l'entraînement préalables au déploiement. Ce résultat, supérieur aux prévisions, s'explique par le fait qu'il était nécessaire d'informer les États Membres de l'avancée de la MINUSCA et de la situation au Mali.
2 campagnes de sensibilisation se rapportant à des avis de vacance de poste génériques dans le domaine des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration à l'intention de groupes ciblés multiples externes à l'ONU	2	Campagnes de sensibilisation ont été conduites.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Établissement ou mise à jour de plans opérationnels, de consignes et de concepts d'opération pour 5 composantes police d'opérations de maintien de la paix, selon qu'il convient	7	Concepts d'opération et plans opérationnels ont été mis à jour pour les composantes police de 7 missions de maintien de paix.
Instructeurs qualifiés de 9 opérations de maintien de la paix et membres de la police et membres (et matériel) d'unités de police constituées de 47 pays fournisseurs d'effectifs de police	Oui	111 instructeurs spécialistes de l'évaluation de la planification des missions et des capacités opérationnelles ont été formés dans le cadre de 2 ateliers et 47 exercices de préparation ont été menés pour préparer le personnel et le matériel en vue du déploiement.
2 documents directifs et outils de formation pour les experts judiciaires et pénitentiaires	2	Documents directifs et outils de formation ont été établis.
1 directive, 1 étude des enseignements retenus ou 1 note d'orientation sur les principaux aspects opérationnels des activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration	1	Note d'orientation a été établie.
Coprésidence de 6 visioconférences tenues avec les groupes interinstitutions concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration pour élaborer des directives, diffuser les pratiques optimales et échanger des informations	6	Vidéoconférences ont eu lieu.

Organisation d'une session de formation pilote à l'intention de 25 planificateurs (police) des opérations de maintien de la paix	1	Session de formation pilote a été organisée à l'intention de 26 spécialistes de la planification des activités de police.
1 document directif sur la réforme du secteur de la sécurité	1	Note d'orientation technique intégrée a été établie.
2 missions d'évaluation technique visant à fournir une assistance technique aux opérations de maintien de la paix sur la sécurité physique, la gestion des stocks et les engins explosifs improvisés	3	Missions d'évaluation technique ont été menées.
Organisation d'une conférence pour fournir des orientations, échanger des informations, mettre en commun les pratiques optimales, examiner les objectifs stratégiques et renforcer la coordination à l'intention des chefs et des hauts responsables des composantes de la réforme du secteur de la sécurité sur le terrain	1	Conférence a été organisée à l'intention des chefs et des conseillers des composantes chargées de la réforme du secteur de la sécurité.
14 rapports d'examen ou d'évaluation de l'appui technique ou stratégique (7 sur les questions de justice et 7 sur l'administration pénitentiaire) concernant l'exécution des mandats des opérations de maintien de la paix relatifs à l'état de droit	14	Rapports d'examen ou d'évaluation de l'appui technique (7 sur les questions de justice et 7 sur l'administration pénitentiaire) ont été établis.
4 visites et 6 visioconférences pour augmenter le niveau de services fournis par la Force de police permanente aux missions	6	Visites ont été effectuées.
	6	Vidéoconférences ont été tenues.
1 étude des services fournis aux missions par la Force de police permanente par rapport à ses capacités	1	Étude a été menée sur l'évaluation des programmes de la Force de police permanente de la Division de la police (Département des opérations de maintien de la paix) et un rapport publié à ce sujet.

e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
2 séances d'information informelles à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 10 séances d'information bilatérales à	2	Séances d'information informelles ont été organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

l'intention des États Membres qui en font la demande sur les partenariats de maintien de la paix et des questions connexes	8	Séances d'information bilatérales informelles ont été organisées à l'intention des États Membres.
12 séances d'information et un rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les priorités en matière de politique générale et de réforme, notamment le renforcement des capacités et la formation, la protection des civils, les premières activités de consolidation de la paix dans les opérations de maintien de la paix, les affaires civiles, les partenariats de maintien de la paix, la protection de l'enfance, la problématique hommes-femmes, la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, le VIH/sida et les transitions	1	Rapport a été présenté au Comité spécial.
	12	Séances d'information informelles ont été organisées à l'intention du Comité spécial, dont 3 sur les travaux du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.
	12	Séances d'information bilatérales ont été organisées à l'intention des États Membres sur des questions liées à l'examen de haut niveau des opérations de paix, à la stratégie de constitution des forces militaires et de police, à la protection des civils et aux femmes et la paix et la sécurité. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car le Comité spécial a demandé plus de séances d'information que prévu.
7 réunions d'information à l'intention d'États Membres et de centres de réflexion sur l'état d'avancement et l'avenir de la mise en œuvre de l'initiative Horizons nouveaux et sur des questions thématiques intersectorielles, dont la protection des civils, le renforcement des capacités, la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et les violences sexuelles liées aux conflits	11	Réunions d'information ont été organisées. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car les États Membres, les partenaires, les instituts d'étude des politiques et les centres de réflexion ont prêté une attention toute particulière à ces réunions.
4 allocutions liminaires prononcées par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions au cours des débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	4	Allocutions liminaires ont été prononcées.
4 exposés, présentés au Conseil de sécurité ou au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, consacrés à des questions thématiques intersectorielles comme la protection des civils, la protection de l'enfance, la problématique hommes-femmes et les violences sexuelles liées aux conflits	7	Exposés ont été livrés. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car le Conseil de sécurité a porté un intérêt plus marqué à la sûreté et la sécurité des soldats de la paix, à la protection des civils et aux travaux du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.
5 ateliers et exposés à l'intention d'experts techniques envoyés par les États Membres et des partenaires afin de mettre au point ou d'actualiser des orientations, des activités de formation et des	15	Ateliers et exposés ont été organisés. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car les ateliers et exposés ont

mesures relatives à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, aux principales attributions des spécialistes des affaires civiles, à la gestion des connaissances, à la protection de l'enfance et aux nouvelles questions de politique générale		suscité un vif intérêt auprès des États Membres et des partenaires.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Mise en place d'un mécanisme permettant à l'Union européenne de déterminer comment elle pourrait apporter un appui à la planification et au déploiement rapide des opérations de maintien de la paix et de fournir cet appui	Oui	Des orientations relatives à la planification conjointe ONU-Union européenne préalable aux opérations menées par l'Union européenne à l'appui des opérations des Nations Unies ont été établies. On notera également l'élaboration en cours d'une proposition visant à faciliter le déploiement précoce de la capacité de réaction rapide de l'Union européenne à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
10 exposés à l'intention d'organismes nationaux et régionaux de formation au maintien de la paix, de centres de réflexion et d'instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix portant sur des questions thématiques intersectorielles, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et les nouvelles questions stratégiques ayant une incidence sur le maintien de la paix	12	Exposés et discours ont été livrés.
10 séances d'information à l'intention des institutions financières internationales, des organisations internationales et régionales et des organisations non gouvernementales qui en font la demande sur les partenariats de maintien de la paix et des questions connexes	15	Séances d'information ont été organisées. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car des organisations non gouvernementales ont demandé que des séances supplémentaires soient organisées pour faire le point sur l'application de la politique d'évaluation et de planification intégrées de l'Organisation des Nations Unies.

Mise en œuvre, conjointement avec la Banque mondiale, de 2 initiatives ou projets pilotes dans 2 opérations de maintien de la paix (1 initiative ou projet par opération)	2	Initiatives ont été mises en œuvre conjointement avec la Banque mondiale : i) une évaluation des conséquences économiques de la mise en activité de la MINUSMA a été réalisée en vue de maximiser les effets positifs de la mission sur les communautés et l'économie locale; ii) la MINUSS et la Banque mondiale ont mis en place un conseiller pour les questions de partenariat, lequel est chargé de diriger, d'une part, l'élaboration d'un plan d'action destiné à renforcer la coopération à l'appui des mesures nationales relatives au maintien de la paix et au développement à plus long terme, et d'autre part, la mise en œuvre prochaine du Pacte pour la Somalie.
1 note d'orientation sur la collaboration entre les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le PNUD sur les questions relatives au maintien de la paix	Non	On a préféré se pencher sur les enseignements à tirer des politiques relatives aux transitions dans le cadre de la réduction des effectifs et du retrait des missions et de la politique d'évaluation et de planification intégrées une fois celles-ci mises en place, l'objectif étant de perfectionner les orientations et d'améliorer l'appui fourni à la présence des Nations Unies sur le terrain.
6 rapports d'évaluation (4 sur des missions et 2 sur un thème)	5	Rapports d'évaluation ont été élaborés, dont 4 sur des missions et 1 sur un thème. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car l'évaluation de l'équipe opérationnelle intégrée a été reportée dans l'attente du rapport du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.
6 documents d'analyse et discours sur les nouveaux défis transversaux en matière de politiques dans le domaine du maintien de la paix	24	Documents d'analyse et discours d'orientation ont été élaborés. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions, notamment parce qu'un appui a été fourni en vue de la réalisation de l'examen de haut niveau des opérations de paix. Plus de 15 documents de réflexion multipartites, documents d'analyse, documents de base et comptes rendus de discussions portant sur des domaines thématiques transversaux ont été élaborés de manière coordonnée, notamment en préparation des consultations régionales du Groupe indépendant de haut niveau, des ateliers à l'intention des parties prenantes,

		des retraites thématiques et des réunions internes.
6 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience dans l'ensemble des missions en ce qui concerne l'aménagement des politiques et les questions opérationnelles, conformément aux priorités du Département	6	Rapports sur les enseignements tirés de l'expérience ont été élaborés.
Mise en place de 3 nouveaux réseaux de praticiens dans le domaine des opérations de maintien de la paix	3	Nouveaux réseaux de praticiens ont été mis en place.
1 document directif technique sur des questions transversales liées au maintien de la paix telles que la problématique hommes-femmes ou la protection des civils	3	Documents directifs techniques ont été mis au point. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car il était nécessaire d'améliorer et de mettre à jour les orientations relatives aux questions transversales liées au maintien de la paix.
16 rapports techniques fondés sur des informations recueillies sur le terrain portant sur la mise en œuvre des directives et les enseignements tirés de l'expérience dans les opérations de maintien de la paix, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles en période de conflit, les projets à effet rapide, les affaires civiles, la protection des civils, la problématique hommes-femmes et le VIH/sida	26	Rapports techniques fondés sur des informations recueillies sur le terrain ont été établis. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions parce que les missions ont demandé un appui opérationnel supplémentaire et des rapports techniques sur de nouveaux sujets, concernant notamment la collecte et l'analyse d'informations, et qu'un examen stratégique de haut niveau de la MONUSCO a été réalisé.
3 ateliers à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des missions aux fins du partage des connaissances et de la formation	3	Ateliers ont été organisés sur des questions relatives à la problématique hommes-femmes, à la protection de femmes et aux meilleurs pratiques.
35 bulletins d'information électroniques à l'intention des opérations de maintien de la paix, portant sur les nouveaux rapports sur la gestion des connaissances, comme les rapports de fin d'affectation, les directives établies par le Siège et les missions et les études sur les enseignements tirés de l'expérience	16	Bulletins d'information électroniques ont été diffusés.
	3	Articles ont été publiés sur iSeek.
	7	Messages vidéo de hauts responsables concernant les violences sexuelles liées aux conflits ont été diffusés. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions en raison de la stratégie de sensibilisation révisée, qui est axée sur des publics plus ciblés. Des bulletins d'informations particuliers portant sur la Police des Nations Unies et la problématique hommes-femmes dans les opérations de

		maintien de la paix ont été établis spécialement pour les hauts responsables des missions.
Organisation de 3 sessions de formation à l'intention de 72 formateurs au maintien de la paix détachés par des États Membres, de 8 visites de validation des programmes de formation et de 3 activités itinérantes d'appui à la formation, et mise au point de programmes de formation complémentaires à l'instruction et à l'entraînement préalables au déploiement que les États Membres dispensent aux contingents et aux policiers déployés dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	3	Sessions de formation ont été organisées à l'intention de 76 formateurs au maintien de la paix.
	10	Visites de validation des programmes de formation ont été effectuées.
	4	Activités itinérantes d'appui à la formation ont été organisées et des programmes de formation complémentaires à l'instruction et à l'entraînement préalables au déploiement ont été mis au point.
Organisation de sessions de formation sur l'encadrement, la gestion et l'administration dans les opérations de maintien de la paix à l'intention de 120 membres du personnel de maintien de la paix, dont 2 stages de formation à la direction des missions, 2 programmes à l'intention des hauts responsables et 1 programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources	2	Stages de formation à la direction des missions ont été organisés à l'intention de 53 participants issus des États Membres et des missions de maintien de la paix.
	2	Programmes de formation ont été mis en œuvre pour 22 hauts responsables des missions de maintien de la paix.
	1	Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources a été mis en œuvre à l'intention de 38 membres du personnel des missions de maintien de la paix.
1 atelier à l'intention du personnel des centres intégrés de formation du personnel des missions, toutes opérations de maintien de la paix confondues, et 5 activités de formation et 20 stages de formation préalable au déploiement à l'intention de 320 membres du personnel civil des missions de maintien de la paix	1	Atelier a été organisé.
	7	Activités de formation ont été menées.
	26	Stages de formation préalable au déploiement ont été dispensés à 414 membres du personnel civil des missions de maintien de la paix. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison de la forte augmentation du nombre de membres du personnel, en particulier pendant la phase de démarrage de la MINUSCA.
1 directive en matière de formation et 1 document d'orientation technique sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des activités de formation, comprenant un outil d'évaluation	1	Critère de participation aux sessions de formation des formateurs et d'évaluation de ces sessions a été défini.
	1	Guide pratique relatif à l'évaluation des activités de formation en matière de maintien de la paix a été publié.

3 initiatives techniques et méthodologiques destinées à aider les États Membres, les missions, les bureaux du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et les autres partenaires à mettre au point et à proposer au personnel de maintien de la paix des programmes et supports pédagogiques spécialisés et généraux, l'objectif étant d'améliorer la planification, la gestion et la conduite des opérations de maintien de la paix, ainsi que l'appui qu'elles reçoivent	3	Ateliers ont été organisés afin d'aider les participants à mettre au point des supports pédagogiques portant sur les violences sexuelles liées aux conflits, la protection de l'enfance et les unités militaires spécialisées.
Définition de 2 normes relatives à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix et diffusion de ces normes à l'ensemble des organismes de formation au maintien de la paix	1	Norme relative à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix portant sur les violences sexuelles liées aux conflits a été mise au point. Le contenu principal de la formation n'a pas encore déterminé car plusieurs départements et organismes doivent coordonner leurs travaux à cet effet. Le programme devrait être arrêté en décembre 2015.

B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Participation du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général à des sommets de l'Union africaine (1 pour chacun d'eux)	2	Sommets se sont tenus avec la participation du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général.
1 réunion entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	1	Réunion s'est tenue.
2 réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité	2	Réunions se sont tenues.
24 exposés au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur des questions relatives au maintien de la paix	24	Exposés ont été livrés.

1 réunion consultative de haut niveau avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1	Réunion s'est tenue.
1 réunion et 6 visioconférences entre les bureaux chargés des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et ceux de la Commission de l'Union africaine	1	Réunion s'est tenue.
	8	Visioconférences ont été organisées.
	4	Téléconférences ont été organisées.
1 séminaire-retraite annuel réunissant le Bureau et l'Union africaine afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie commune pour les opérations de maintien de la paix et d'affiner la stratégie	1	Session de travail conjointe consacrée aux plans de travail a été organisée en lieu et place du séminaire-retraite.
12 rapports mensuels sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine du maintien de la paix, 52 rapports hebdomadaires sur l'évolution au sein de l'Union dans ce domaine et 12 télégrammes analytiques sur des questions stratégiques liées aux activités de maintien de la paix de l'Union africaine	16	Rapports sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine ont été établis.
	52	Rapports hebdomadaires ont été mis au point.
	13	Télégrammes analytiques ont été rédigés.
24 réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine, 4 réunions du Groupe thématique paix et sécurité créé dans le cadre du Programme décennal de renforcement des capacités et 4 réunions de chacun des 4 sous-groupes thématiques	24	Réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine se sont tenues.
	2	Réunions du Groupe thématique paix et sécurité se sont tenues.
	2	Réunions du sous-groupe thématique Architecture africaine de paix et de sécurité se sont tenues.
	4	Réunions du sous-groupe Alerte rapide se sont tenues.
		Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car les activités menées par le Mécanisme de coordination régionale pour mettre en œuvre le Programme décennal de renforcement des capacités ont pris la priorité sur les réunions du Groupe thématique paix et sécurité.
2 publications et 1 manifestation visant à informer un large public au sujet du partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine et des activités menées par le Bureau en appui à l'Union africaine	Oui	2 dépliants, 1 publication, des brochures et des affiches ont été produites. 1 exposition photographique et 1 projection vidéo ont également été organisées.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
5 rapports annuels sur les réalisations au titre des piliers de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	5	Rapports ont été établis.
Révision et mise à jour de 12 manuels et instructions permanentes à l'usage de la Force africaine en attente et des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine	12	Manuels et instructions permanentes ont été mis au point.
Élaboration de 18 règles générales ou directives pour appuyer les stratégies de maintien de la paix de la Commission de l'Union africaine dans 18 zones	18	Règles générales et directives relatives au maintien de la paix ont été élaborées pour 18 zones.
Participation à 18 stages ou ateliers organisés par l'Union africaine, les communautés économiques régionales ou les mécanismes régionaux pour appuyer les opérations et programmes de renforcement des capacités liés au maintien de la paix	18	Stages et ateliers se sont déroulés avec la participation du Bureau.
Participation à 36 réunions de planification ou missions techniques de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux pour appuyer les opérations de maintien de la paix et la mise en œuvre des politiques convenues	36	Réunions de planification et missions techniques se sont tenues avec la participation du Bureau.
Fourniture d'un appui et de conseils concernant l'exercice d'entraînement sur le terrain prévu dans le cadre du cycle AMANI Africa II pour évaluer le niveau de préparation de la Force africaine en attente, et la planification, le déploiement et la gestion des opérations de la Mission de l'Union africaine en Somalie potentiellement renforcée et des forces de sécurité somaliennes	Oui	52 réunions hebdomadaires de planification ont été organisées dans le cadre du cycle AMANI Africa, en plus de réunions thématiques spéciales consacrées à la stratégie de communication et de média, au transport stratégique, aux éléments vitaux et au calendrier des activités, et de réunions sur la planification et la gestion des opérations de la Mission de l'Union africaine en Somalie. Le Bureau a participé aux réunions de la Mission, notamment des séances d'information hebdomadaires sur les opérations de l'Union africaine et des réunions mensuelles du Groupe des partenaires de l'Union africaine.
Participation à 10 missions techniques de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux à l'appui de la mise en place de la Force africaine en attente	10	Réunions se sont tenues avec la participation du Bureau.

C. Département de l'appui aux missions

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Organisation de 96 séances d'information à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires, du Conseil de sécurité et des organisations régionales concernant des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions	96	Séances d'information ont été organisées.
Présentation de 10 exposés sur des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions dans le cadre de conférences, de séminaires et d'autres rencontres publiques	10	Exposés ont été livrés.
Organisation de 7 visites auprès d'États Membres pour débattre des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions	7	Visites ont été effectuées.
Présentation à l'Assemblée générale d'un rapport annuel sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions	1	Le cinquième rapport annuel sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/69/651) a été présenté.
Établissement de 69 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et de 16 rapports récapitulatifs sur la suite donnée aux 981 recommandations formulées par ces organes	48	Réponses récapitulatives ont été formulées. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car les organes de contrôle ont établi moins de rapports que prévu.
	51	Rapports récapitulatifs sur la suite donnée aux 1 141 recommandations formulées par les organes de contrôle ont été établis. Le produit est supérieur aux prévisions car les responsabilités du Département en matière d'établissement de rapports ont été modifiées : désormais, en plus de rendre compte de la suite donnée aux recommandations formulées à son intention et à celle du Département des opérations de maintien de la paix au Siège, il fait également rapport sur la suite donnée aux recommandations concernant les opérations hors Siège.

Rédaction de 4 rapports sur les conclusions et les recommandations formulées par les commissions d'enquête	3	Rapports ont été établis. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions parce que le nombre d'affaires examinées par les commissions d'enquête au Siège a fortement augmenté et que des ressources ont donc dû être réorientées vers l'organisation des réunions de ces commissions.
Organisation de 12 séances d'information à l'intention des États Membres et des organisations non gouvernementales à propos de la stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les autres types de fautes commises par le personnel des opérations de maintien de la paix	24	Séances d'information ont été organisées. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car un suivi plus étroit de la gestion des affaires disciplinaires a été assuré avec les États Membres et une suite a été donnée aux propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/69/779).
Organisation de 2 réunions du Groupe de travail du Comité permanent interorganisations pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles	4	Réunions ont été organisées, dont un séminaire-retraite de l'Équipe spéciale du Comité permanent interinstitutions chargée de l'application du principe de responsabilité à l'égard des populations touchées et de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles à Genève. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car le Groupe de travail du Comité permanent interinstitutions pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et l'Équipe spéciale du Comité permanent interinstitutions chargée de l'application du principe de responsabilité à l'égard des populations touchées et de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ont été regroupés pour former une Équipe spéciale du Comité permanent, laquelle est chargée d'examiner la question de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans un plan de travail distinct.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Élaboration de 2 plans d'ensemble d'appui aux missions	1	Concept et plan d'appui aux missions a été élaboré.

Organisation de 14 séances d'information à l'intention des missions permanentes sur les services d'appui aux opérations hors Siège	13	Séances d'information ont été organisées.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Organisation de 7 visites auprès d'opérations hors Siège afin de donner aux hauts responsables de ces opérations des orientations concernant les questions de gestion des ressources et d'appui liées à l'exécution du mandat des missions	7	Visites ont été effectuées.
Tenue de 24 séances de consultation avec les chefs de mission sur les questions de gestion des ressources et d'appui liées à l'exécution du mandat des missions	24	Séances de consultation se sont tenues.
Organisation de 2 visites d'évaluation technique auprès d'opérations hors Siège en vue de l'élaboration de plans de soutien logistique	2	Visites ont été effectuées.
Tenue de 28 séances de consultation avec les chefs et directeurs de l'appui aux missions pour examiner et évaluer les résultats obtenus	28	Séances de consultation se sont tenues.
Organisation de 3 visites de prospection en vue d'étoffer la réserve de candidats aux postes de haute direction des missions, en veillant à atteindre les objectifs de l'Organisation en matière de parité des sexes et de répartition géographique	3	Visites de prospection ciblées ont été effectuées.
Fourniture aux opérations hors Siège d'orientations en matière de gestion stratégique des risques, fondées sur l'analyse des conclusions et des recommandations formulées dans 133 rapports établis par les organes de contrôle	Oui	Des orientations stratégiques ont été fournies à des missions de maintien de la paix en vue de la réalisation de 15 auto-évaluations, sur la base des 122 rapports établis par les organes de contrôle.
Saisie de 981 recommandations formulées par les organes de contrôle et de 383 recommandations présentées par des commissions d'enquête dans les systèmes informatisés respectifs de ces organes et commissions	1 141	Recommandations formulées par les organes de contrôle ont été saisies dans les systèmes. Le produit exécuté est supérieur aux prévisions car les organes de contrôle ont formulé plus de recommandations que prévu.
	303	Recommandations formulées par des commissions d'enquête ont été saisies dans les systèmes. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car les commissions d'enquête ont formulé moins de recommandations que prévu.

Organisation de 2 ateliers à l'intention des responsables des audits et des fonctionnaires des commissions d'enquête dans les missions sur les moyens d'améliorer le suivi des recommandations formulées par les organes de contrôle et les commissions d'enquête	2	Ateliers ont été organisés à l'intention de 22 responsables des audits et de 23 fonctionnaires des commissions d'enquête dans 12 missions de maintien de la paix.
Réalisation de 3 examens de dispositifs de contrôle interne dans des missions	2	Examens ont été réalisés. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car la priorité a été donnée au suivi de l'application des recommandations urgentes formulées à l'intention des opérations hors Siège par les organes de contrôle de l'ONU et à l'élaboration de rapports sur la question, alors que le Département de l'appui aux missions n'était pas chargé de ces activités auparavant.
Réalisation de 2 examens des procédures des commissions d'enquête dans des missions	Non	Le produit n'a pas été exécuté car la priorité a été donnée à la révision des instructions permanentes relatives aux commissions d'enquête.
Organisation de 3 visites auprès d'opérations de maintien de la paix afin de prêter une assistance et des conseils d'ordre technique aux hauts responsables et au personnel chargé des questions de déontologie et de discipline pour ce qui est de la mise en œuvre de la stratégie visant à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres types de fautes	3	Visites ont été effectuées.
Analyse de rapports d'enquête et renvoi de quelque 300 affaires relatives à des fautes qui auraient été commises dans le cadre des opérations de maintien de la paix à l'ONU ou aux États Membres afin qu'ils prennent les mesures disciplinaires qui s'imposent	167	Rapports d'enquête ont été analysés. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car la méthode de calcul a été modifiée : on compte désormais le nombre de rapports d'enquête examinés, et non plus le nombre d'allégations de faute. Ce changement était nécessaire pour améliorer la gestion par cas. Toutefois, à des fins de comparaison, il a été établi que chaque rapport d'enquête portait en moyenne sur 1,5 allégation. Par ailleurs, des activités ont été menées avec succès au cours des périodes précédentes pour lutter contre les cas de faute, ce qui explique que le nombre d'allégations soit inférieur aux prévisions.
Saisie dans le système de suivi des fautes professionnelles de quelque 250 fautes présumées	191	Fautes présumées de catégorie I ont été enregistrées.

de catégorie I et 700 fautes présumées de catégorie II et suivi des enquêtes correspondantes	499	Fautes présumées de catégorie II ont été enregistrées. Le produit exécuté est inférieur aux prévisions car le personnel des missions est mieux sensibilisé aux questions de déontologie et de discipline.
Examen de 10 dossiers par jour en moyenne en vue de vérifier les antécédents de candidats au recrutement pour une opération de maintien de la paix	10	Dossiers par jour, en moyenne, ont été traités. En outre, le Bureau a examiné environ 300 dossiers supplémentaires par mois, en fonction des besoins, et a également traité les dossiers des membres des forces militaires et de police, du personnel des instances judiciaires et des centres pénitentiaires, des Volontaires des Nations Unies et des hauts responsables sélectionnés en vue d'un déploiement dans les missions.
Suivi de l'usage fait d'environ 200 délégations de pouvoir en matière d'achats au personnel sur le terrain, y compris les directeurs et chefs de l'appui aux missions	205	Délégations de pouvoir ont fait l'objet d'un suivi.
Réalisation, conjointement avec le Département de la gestion, d'un examen de l'usage fait de la délégation de pouvoir en matière d'achat et des procédures d'achat des missions	Oui	L'examen a été réalisé et la révision des pouvoirs délégués au Secrétaire général adjoint du Département de l'appui aux missions devait être publiée avant la fin de 2015.
Fourniture aux missions d'orientations stratégiques en matière de planification des acquisitions, sur la base de la révision en cours des plans annuels des missions et des mises à jour périodiques de ces plans	Oui	Un nouveau modèle pour la planification des acquisitions comprenant des orientations a été publié. De plus, les mises à jour trimestrielles des plans d'acquisition des missions ont été examinées.
Organisation de 1 atelier à l'intention des chefs de la section des achats des missions, portant sur la délégation de pouvoir en matière d'achat, la planification des acquisitions et d'autres questions se rapportant à l'examen du Comité des marchés	1	Conférence annuelle des chefs de la section des achats a été organisée.
Examen de 30 lettres d'affirmation, pour l'ensemble des domaines de l'appui aux missions, afin de veiller à ce qu'elles soient conformes aux mesures de responsabilité applicables	30	Lettres d'affirmation ont été examinées.

b) Division du budget et des finances des missions

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Présentation au Conseil de sécurité des incidences financières de 6 propositions ayant des incidences importantes sur les moyens financiers et l'appui aux missions	1	Proposition ayant des incidences financières a été analysée. Le produit est inférieur aux prévisions car le nombre de propositions ayant des incidences financières a également été inférieur aux prévisions.
Évaluation et calcul du passif de l'ONU résultant de l'ensemble des demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour toutes les opérations hors Siège concernées	2 661	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ont été traitées.
	348	Demandes au titre des lettres d'attribution ont été traitées.
	129	Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été traitées.
Prestation de conseils, à toutes les opérations hors Siège concernées et à toutes les missions permanentes des pays fournisseurs de contingents et de forces de police, quant aux systèmes de remboursement des dépenses relatives au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents, ainsi qu'aux indemnisations en cas de décès ou d'invalidité	Oui	Des confirmations et des conseils officiels ont été fournis à toutes les opérations hors Siège et à tous les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police concernés quant aux systèmes de remboursement des dépenses relatives au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents, ainsi qu'aux indemnisations en cas de décès ou d'invalidité.
Aboutissement de négociations concernant au plus 10 mémorandums d'accord portant sur le déploiement de contingents à des missions nouvelles ou en place, et modifications des clauses relatives au remboursement des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents de 369 mémorandums d'accord au plus	28	Mémorandums d'accord ont été négociés et conclus. Le produit a été supérieur aux prévisions, la MINUSMA et la MINUSCA ayant conclu ou signé 17 et 5 nouveaux mémorandums d'accord, respectivement.
	227	Modifications ont été conclues et 87 étaient en cours.

Présentation aux missions permanentes et à d'autres délégations d'États Membres de 30 exposés sur les mémorandums d'accord ainsi que sur les systèmes de remboursement des dépenses relatives au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents, et réalisation de 6 visites préalables au déploiement dans les pays fournisseurs de contingents et de forces de police	31	Présentations et 2 visites préalables au déploiement ont été faites.
Établissement de rapports trimestriels à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de forces de police sur la non-livraison d'éléments de matériel appartenant aux contingents, sur l'état des demandes de remboursement au titre de ce matériel et sur l'exécution des mémorandums d'accord	Oui	Des rapports trimestriels de vérification recensant les éléments de matériel non livrés ont été établis. Toutes les demandes de modifications aux mémorandums d'accord relatifs aux éléments de matériel appartenant aux contingents non livrés ont été traitées.
Application des modifications apportées au manuel relatif au matériel appartenant aux contingents à la lumière des décisions adoptées par le Groupe de travail à sa réunion de 2014 et par l'Assemblée générale	Oui	Toutes les recommandations approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/282 ont été prises en compte dans la version révisée du Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents (A/C.5/69/18). Le système de bases de données rassemblant les demandes des gouvernements et les mémorandums d'accord a été mis à jour pour prendre en compte les nouveaux de taux remboursement aux gouvernements du coût du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome.
Application d'un système révisé de remboursement des dépenses relatives au personnel en tenue aux pays fournisseurs de contingents et de forces de police, y compris pour ce qui est de l'élaboration de documents d'orientation générale connexes	Oui	Le système révisé de remboursement des dépenses relatives au personnel aux pays fournisseurs de contingents a été appliqué, y compris le coût des contingents, les déductions au titre des éléments de matériel appartenant aux contingents manquant ou ne fonctionnant pas et le versement des primes de risque. Les directives, encore provisoires, étaient en cours d'approbation et devraient entrer en vigueur en mai 2017 au plus tard.
Présentation aux États Membres de 4 exposés trimestriels sur les politiques et procédures en vigueur concernant les remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents, l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité et les lettres d'attribution	4	Exposés trimestriels ont été présentés.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Élaboration de 4 plans de ressources et de prévisions de dépenses lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou de renforcer une opération de maintien de la paix	1	Plan de ressources et des prévisions de dépenses ont été élaborés pour la MINUSMA. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison du nombre réduit de missions de maintien de la paix créées ou renforcées au cours de la période 2014/15.
Prestation d'un appui direct à la création d'unités administratives chargées du budget et des finances au sein d'opérations hors Siège nouvelles ou restructurées	Oui	Un appui direct aux fonctions relatives aux opérations financières et aux aspects budgétaires de la MINUSCA a été fourni.
Examen approfondi de l'application du plan de financement standard à la MINUSMA	Oui	Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 66/243 A et 68/259 A, le Secrétariat a procédé à un examen des enseignements tirés de l'expérience concernant le plan de financement standard. Les résultats ont été présentés à l'Assemblée dans le troisième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/67/633) et le rapport sur l'exécution du budget de la MINUSMA comportait des informations sur l'application de ces mesures (A/69/593). L'Assemblée, dans sa résolution 69/307 n'a pas recommandé que le plan de financement standard soit systématiquement utilisé pour établir les budgets des missions en phase de démarrage.
Aboutissement de négociations relatives à des mémorandums d'accord concernant au plus 10 contingents devant être déployés dans des missions récemment créées	Oui	Des mémorandums d'accord ont été négociés et conclus. Le produit a été supérieur aux prévisions, la MINUSMA et la MINUSCA ayant conclu ou signé 17 et 5 nouveaux mémorandums d'accord, respectivement.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Réalisation de 6 analyses transversales sur les principaux éléments de la dotation en ressources et élaboration de fiches de suivi des résultats concernant 15 indicateurs intégrés d'allocation des ressources aux opérations de maintien de la paix en vue d'améliorer le rapport coût-efficacité de la dotation en ressources des missions	3	Analyses transversales sur la dotation en effectifs pour l'ensemble des missions et 2 analyses sur des coûts comparables entre les missions ont été réalisées. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la complexité des analyses réalisées.
	14	Fiches de suivi pour les opérations de maintien de la paix ont été élaborées. Le produit a été inférieur aux prévisions, aucune fiche n'ayant été élaborée pour la MINUSCA qui est une nouvelle mission.
Organisation de 12 visites en vue d'apporter un appui à des opérations hors Siège, notamment pour ce qui est de la prestation de conseils d'ordre stratégique, de l'établissement des priorités en matière d'allocation des ressources, de l'analyse des gains d'efficacité et de la mise en place de mesures visant à améliorer la gestion financière	5	Visites ont été organisées. Le produit a été inférieur aux prévisions, d'une part parce que la situation de certaines missions s'est améliorée et que les visites d'appui sont devenues inutiles, et d'autres part parce que la délivrance des visas a été retardée. Dans ces derniers cas, les visites sur place ont été remplacées par des réunions en visioconférence et d'autres types de communications.
Réalisation d'une étude sur les normes relatives aux principaux éléments de la dotation en ressources et actualisation de la méthode de tarification et de répartition des actifs	1	Étude annuelle a été réalisée et les normes relatives aux principaux éléments de la dotation en ressources ont été publiées.
Analyse de l'affectation des ressources et de ses incidences pour au plus 3 grands projets multidimensionnels ayant des incidences sur les opérations hors Siège	2	Analyses sur les principaux facteurs qui déterminent les coûts dans les missions ont été réalisées.
6 examens approfondis conjoints de la structure des effectifs civils	6	Examens ont été réalisés.
Prestation d'un appui à 6 missions sur le terrain ainsi qu'au Centre de services mondial et au Centre de services régional, l'objet étant de remettre à plat les processus financiers et de repenser les besoins en effectifs, y compris par la mise en place de services partagés	Oui	Un appui a été fourni au Centre de services régional d'Entebbe et à 12 missions.

Évaluation des définitions d'emploi de tous les postes de fonctionnaires des finances sur le terrain compte tenu de l'évolution des tâches que supposent la mise en service d'Umoja, l'ouverture des centres de services et l'application des normes IPSAS	Oui	L'examen des définitions d'emploi pour tous les postes de fonctionnaires des finances sur le terrain était en cours.
Administration des questions résiduelles concernant 7 missions en cours de liquidation, notamment pour ce qui est du suivi des paiements en souffrance et des créances contestées, du rapprochement et de la clôture des comptes bancaires et de l'exécution des démarches administratives restant à accomplir	2	Missions étaient en cours de liquidation. Les états financiers de la MINURCAT et de la MINUT ont été établis. Le produit a été inférieur aux prévisions, la liquidation de 4 missions de maintien de la paix (Opération des Nations Unies au Burundi, Mission des Nations Unies en Sierra Leone, Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, Mission d'observation des Nations Unies en Angola) ayant été achevée l'année précédente.
Établissement, analyse et suivi des dépenses annuelles de toutes les opérations hors Siège devant être remboursées au titre du matériel appartenant aux contingents	Oui	Un outil permettant de comparer la quantité de matériel appartenant aux contingents avec la quantité effectivement déployée a été élaboré. Une analyse trimestrielle des déductions au remboursement du coût de personnel relatives aux éléments de matériels manquants ou n'étant pas en état de fonctionnement appartenant aux contingents a également réalisée.
Négociation de 12 accords avec le programme des Volontaires des Nations Unies concernant les attributions confiées aux Volontaires envoyés dans les missions	12	Accords ont été négociés et conclus.

c) Division du personnel des missions

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Tenue d'un plan de gestion des effectifs contenant une analyse de l'offre et de la demande, une étude prévisionnelle des besoins, des prévisions concernant les tendances futures et un inventaire des domaines pour lesquels les fichiers contiennent un nombre insuffisant de candidats	Oui	Les capacités civiles de l'ensemble des missions ont été analysées et les carences des fichiers ont été recensées. Un calendrier semestriel des avis de vacance de postes génériques a été établi et diffusé auprès du personnel et des partenaires.

Tenue de fichiers de candidats répartis en 25 groupes professionnels et contenant au moins 1 500 candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle et pouvant être immédiatement déployés pour pourvoir les postes vacants des missions	Oui	Les fichiers sont tenus pour 25 groupes professionnels.
	1 500	Candidats supplémentaires ont été approuvés par les organes centraux de contrôle.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conseils stratégiques, mesure des résultats et suivi directs des 72 fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui sont déléguées aux opérations hors Siège	Oui	Des conseils stratégiques ont été donnés aux niveaux mondial, régional et local concernant les fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui sont déléguées aux opérations hors Siège et des tableaux de bord qui permettent de suivre les indicateurs de performance stratégiques et opérationnels relatifs aux ressources humaines des missions ont été élaborés.
Contacts avec 15 États Membres aux fins de la mise au point d'initiatives de prospection, au moyen de consultations avec chacun d'eux et de 2 visites de prospection à l'échelle régionale	81	États Membres ont été contactés.
	2	Visites de sensibilisation à l'échelle régionale ont été réalisées. Le produit a été supérieur aux prévisions, l'initiative ayant été prise d'organiser deux fois par an des tables rondes avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police.
Transfert dans Inspira de matériel d'appui concernant spécifiquement les ressources humaines, de nouveaux supports de formation actualisés sur les ressources humaines disponibles en ligne et de modules d'évaluation	Oui	Un module d'apprentissage en ligne a été transféré de la plateforme eCornell vers Inspira, et de nouveaux modules d'apprentissage en ligne ont été élaborés.
Aide fournie à 2 000 membres du personnel des missions pour l'organisation des carrières, la mobilité et les questions liées aux carrières	Oui	Une aide à l'organisation des carrières a été fournie à plus de 2 000 membres du personnel des missions. La priorité a été donnée aux missions de maintien de la paix réduisant leurs effectifs.
Visites de 3 missions (MINUAD, MINUL et ONUCI) pour fournir des avis et un soutien technique demandés et nécessaires, en particulier à propos de la direction du personnel local recruté sur le plan national et du personnel recruté sur le plan international, lors des phases de transition, notamment du déploiement d'Umoja, des changements de modes de fonctionnement, des examens des tableaux d'effectifs, des réductions de	Oui	Des visites ont été effectuées dans 3 missions (ONUCI, MINUAD et MONUSCO) et au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

personnel et du retrait des effectifs et des moyens		
Appui administratif direct pour les 72 fonctions relevant de la gestion des ressources humaines qui ne sont pas déléguées aux opérations pour quelque 6 736 fonctionnaires recrutés sur le plan international	6 555	Personnel recruté sur le plan international 34 035 formules de notification administrative ont été traitées dans le SIG, dont 6 555 (soit 19,3 %) l'ont été au Siège de l'ONU pour le compte des missions et 27 480 (soit 80,7 %) dans les lieux d'affectation hors Siège où les pouvoirs ont été délégués.
Tenue de 3 réunions sur les relations entre le personnel et l'Administration avec le Comité paritaire de négociation pour les missions, un organe reconnu réunissant les représentants de l'Administration et du personnel	2	Réunions du Comité paritaire de négociation pour les missions et 1 réunion bilatérale avec le Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies ont été tenues.
Suite donnée à 2 000 demandes de services de gestion informatiques concernant les ressources humaines hors Siège	2 060	Demandes de services de gestion informatiques ont été satisfaites. L'appui fourni portait notamment sur des demandes d'accès des utilisateurs au SIG, à Umoja, à Inspira, à Nucleus, à Citrix; ainsi que sur un appui à l'utilisation de Nucleus et l'établissement de rapports sur la composition du personnel.
Entrepôt de données sur les ressources humaines destiné à stocker les informations transmises par les missions	Oui	L'entrepôt de données sur les ressources humaines a été mis à jour et les données essentielles d'Umoja et d'Inspira y ont été intégrées pour permettre la poursuite de la production de données relatives aux ressources humaines.
Rapport et masque d'affichage des données établis à l'intention des missions pour les effectifs, le recrutement (candidatures, sélections et fichiers de candidats), l'accueil des nouvelles recrues, les mouvements de personnel et l'équilibre entre les effectifs des deux sexes, en utilisant le nouvel entrepôt de données et un outil informatique d'aide à la décision mis à la disposition des missions	Oui	La version actualisée de l'entrepôt des données sur les ressources humaines a permis de produire quelque 170 rapports, y compris sur la représentation équilibrée des sexes parmi le personnel de direction, les rotations de personnel, les évolutions du taux de non-déploiement et l'état des fichiers.
Réseau de praticiens en ligne ouvert à 100 spécialistes de la gestion des ressources humaines sur le terrain	1	Réseau de praticiens en ligne a été ouvert à 100 spécialistes de la gestion des ressources humaines sur le terrain.
1 Contrôle de la conformité aux normes IPSAS de la communication de l'information sur les prestations et avantages	1	Contrôle de la conformité aux normes IPSAS a été réalisé.
6 examens approfondis conjoints de la structure des effectifs civils	6	Examens approfondis conjoints de la structure des effectifs civils ont été menés dans les missions de maintien de la paix (MONUSCO, FISNUA, MINUSTAH, FNUOD, MINUK et Centre de services régional d'Entebbe).

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
12 séances d'information sur le soutien logistique et technique à l'intention des missions permanentes et des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police	12	Réunions d'information ont été tenues.
10 visites préalables au déploiement dans des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, afin d'évaluer les capacités de soutien logistique et d'indiquer aux États Membres si les stocks de matériel majeur et de matériel de soutien logistique autonome sont suffisants ou non	10	Visites préalables au déploiement ont été réalisées.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Exécution de 100 contrats-cadres de services logistiques en vigueur dont peuvent se prévaloir les opérations hors Siège	100	Contrats-cadres ont été exécutés.
6 documents définissant les ressources nécessaires aux forces examinés ou établis	6	Documents définissant les ressources nécessaires aux forces ont été examinés ou établis.
1 document d'orientation portant sur l'application sur le terrain de la recommandation du Groupe consultatif de haut niveau sur les taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents et les questions connexes relatives à la gestion du matériel appartenant aux contingents	1	Document d'orientation technique a été établi.
3 réunions de groupes de travail avec des partenaires issus de plusieurs pays afin de définir et de mettre en place des mécanismes de coopération logistique sur le terrain	3	Réunions de groupes de travail ont été tenues.
Exécution de 4 contrats-cadres mondiaux portant sur du matériel et des fournitures médicales, des médicaments, des produits pharmaceutiques, du sang et des produits sanguins	4	Contrats-cadres mondiaux ont été exécutés.

Établissement et exécution d'un contrat visant à soutenir les activités de gestion des déchets dans les opérations hors Siège	Non	La priorité a été accordée à l'élaboration d'une politique de gestion des déchets. Un contrat sera établi après l'entrée en vigueur de la politique au cours de la prochaine période.
4 rapports de missions d'évaluation technique pour des opérations de maintien de la paix.	4	Visites d'évaluation technique ont été réalisées.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
16 rapports d'évaluation de la sécurité des activités aériennes sur le terrain et 1 rapport d'évaluation technique d'un fournisseur privé en cours d'approbation	10	Missions d'évaluation de la sécurité aérienne ont été effectuées. Le produit a été inférieur aux prévisions du fait de la réaffectation des ressources aux visites d'évaluation auprès d'exploitants aériens ainsi qu'à d'autres exigences dans le cadre du démarrage de la MINUSCA.
	4	Rapports d'évaluation d'exploitants aériens ont été établis.
Manuel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur la sécurité aérienne révisé et publié en tenant compte des informations à jour communiquées par l'industrie aéronautique et des meilleures pratiques en matière de maintien de la paix	Non	Cette révision est en attente de l'approbation de la politique en matière de sécurité aérienne du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, dont découlera le contenu du manuel. L'examen du manuel débutera au cours de la prochaine période.
10 réunions avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police portant sur les insuffisances relevées dans l'application des dispositions des mémorandums d'accord par certains comités chargés de contrôler la gestion du matériel appartenant aux contingents et les mémorandums	10	Réunions ont été tenues.
4 rapports d'évaluation technique du matériel médical dans les opérations hors Siège et visites médicales préalables au déploiement dans 2 pays fournisseurs de contingents et de personnel de police	1	Rapport d'évaluation du matériel médical a été établi.
	3	Visites préalables au déploiement ont été effectuées dans 3 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police.
Établissement de rapports financiers conformes aux normes IPSAS sur les éléments d'actifs à intégrer dans les états financiers de l'Organisation	Oui	Des rapports financiers conformes aux normes IPSAS ont été établis et soumis.

4 rapports (trimestriels) sur l'application des dispositions des mémorandums d'accord signés entre les pays fournissant des contingents et des effectifs de police et l'ONU	4	Rapports trimestriels ont été établis.
Actualisation des directives relatives au matériel appartenant aux contingents conformément aux recommandations approuvées formulées par le groupe de travail chargé de la question en 2014	Oui	Les directives ont été élaborées et sont en cours d'approbation.
3 visites de sites techniques (installations et équipement de stockage du carburant)	Non	Ces visites n'ont pas eu lieu en raison de la réaffectation des ressources à l'amélioration générale du soutien logistique.
Mise à jour de 3 manuels opérationnels sur la gestion des carburants, les rations et le matériel appartenant aux contingents	1	Manuel sur le matériel appartenant aux contingents a été mis à jour. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison des retards entraînés par l'harmonisation des manuels sur la gestion des rations et des carburants avec les exigences des systèmes électroniques de gestion des rations et du carburant.
Exploitation d'un avion gros porteur affrété dans le cadre d'un contrat pluriannuel pour appuyer les mouvements stratégiques à l'occasion de la relève des contingents dans les opérations de maintien de la paix	1	Contrat pluriannuel a été conclu.
Élaboration et application d'une directive de portée générale sur la durée de vie optimale des véhicules légers de transport de passagers et des camions	1	Directive pour les véhicules légers de transport de passagers a été élaborée et appliquée. Celle concernant les camions était en cours d'élaboration.
1 examen de la dotation de toutes les opérations de maintien de la paix en véhicules légers de transport de passagers	Oui	Les dotations de toutes les opérations de maintien de la paix en véhicules légers de transport de passagers ont fait l'objet d'un examen mensuel.
12 inspections et évaluations de fournisseurs effectifs et potentiels de transports aériens et de missions utilisant des aéronefs	3	Inspections et évaluations ont été réalisées. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la réaffectation des ressources à la création d'un corps d'évaluateurs spécialisés en aviation issus du personnel d'aviation hors Siège.
Déploiement dans toutes les missions utilisant des aéronefs de 3 modules du programme Field Support Suite pour le matériel aéronautique	4	Modules spécifiques à l'aviation ont été déployés.
4 rapports (trimestriels) sur l'application des directives relatives à la gestion des biens et des normes IPSAS	4	Rapports trimestriels ont été établis.

4 rapports d'évaluation des activités de génie menées dans les opérations hors Siège pour examiner l'état d'avancement des projets de construction et de génie et vérifier l'utilité des biens et services achetés sous le régime des contrats-cadres	2	Rapports d'évaluation ont été établis. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la réaffectation des ressources à l'élaboration de directives globales sur la gouvernance des grands chantiers de construction, entrée en vigueur au 1er octobre 2014.
Poursuite de l'élaboration d'une politique globale de l'eau et d'une politique de gestion des déchets	Oui	L'élaboration des politiques s'est poursuivie. La politique relative à la gestion des déchets devait entrer en vigueur au troisième trimestre de 2015 et celle concernant l'eau devrait en principe être publiée au plus tard au deuxième trimestre de 2016.
Poursuite de la révision du catalogue de matériel aéronautique et de la réalisation de cartes numériques de tous les terrains d'aviation affectés aux opérations de maintien de la paix	Oui	Le catalogue de matériel aéronautique a été revu en permanence. Les cartes numériques étaient en cours d'élaboration par la Division de l'informatique et des communications.

e) Division de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
3 rapports d'analyse sur les différends frontaliers visant à permettre d'acquérir des connaissances sur la question et comportant notamment l'état de la question, les traités, les cartes et les images transmises par satellite	3	Rapports d'analyse ont été établis. Des conseils ont été donnés en réponse à 11 demandes reçues des États Membres et des organismes des Nations Unies sur les questions relatives aux frontières internationales.
Analyse et coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 10 États Membres	7	Une analyse et la coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 7 États Membres ont été réalisées. Le produit a été inférieur aux prévisions, les États Membres ayant transmis moins de données pertinentes que prévu.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Appui en matière de technologies géospatiales et informatiques fourni aux nouvelles opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité	Non	Aucune nouvelle mission n'a été créée.
Base de données géospatiales (ou cartes des Nations Unies) actualisée dans 2 domaines prioritaires pour les opérations de maintien de la paix	4	Domaines prioritaires ont fait l'objet d'une actualisation.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Appui en matière d'informatique et de communications concernant le centre d'appels et le réseau et les applications des missions et fourniture de services de reprise après sinistre et de continuité des opérations à toutes les opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM	Oui	Un appui en matière d'informatique et de communications a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM.
Prestation de 4 900 services de communications audio et de vidéoconférence aux missions, dont l'assistance technique et l'appui opérationnel courant	5 800	Services de communications audio et de vidéoconférence ont été assurés. Le produit a été supérieur aux prévisions, la vidéoconférence apparaissant de plus en plus comme un moyen efficace de tenir des réunions.
Cahiers des charges et évaluations techniques de 7 marchés prévus portant sur les systèmes et suivi et gestion de 35 marchés en cours d'exécution portant sur des services et du matériel informatique	7	Cahiers des charges et évaluations techniques ont été réalisés.
	35	Contrats-cadres sont en cours d'exécution.
Mise à l'essai et actualisation de 17 plans de reprise après sinistre et exécution de 4 tests de rétablissement des systèmes après sinistre	7	Plans de reprise après sinistre ont été testés et actualisés.
	3	Tests de rétablissement des systèmes après sinistre ont été exécutés. Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison des conditions de sécurité dans les missions de maintien de la paix.

Optimisation des systèmes et infrastructures d'information et de communications pour toutes les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	Oui	Les solutions indiquées ci-après ont été mises en œuvre durant la période considérée : a) Le module de gestion des arrivées/départs de la Field Support Suite a été déployé dans 5 missions de maintien de la paix. Il a permis de standardiser et d'automatiser les tâches administratives relatives aux arrivées/départs pour toutes les catégories de personnel des missions et de s'assurer que toutes les étapes sont respectées; b) Le module d'administration du personnel recruté sur le plan local de la Field Support Suite a été élaboré et déployé dans l'ensemble des missions de maintien de la paix. Les missions ont ainsi pu gérer elles-mêmes les informations relatives aux contrats du personnel recruté sur le plan local; c) L'outil de gestion des effectifs du Bureau des affaires militaires a été déployé dans l'ensemble des missions de maintien de la paix. Il a permis de standardiser et de rationaliser la gestion des postes de militaires dans les missions de maintien de la paix, y compris par la procédure d'autorisation en ligne et à l'interface avec le Groupe déontologie et discipline et la Division des services médicaux; d) Le système HERMES de gestion des ressources humaines de la Division de la police a été mis en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix comptant du personnel de police. Il a permis d'automatiser et de rationaliser le recrutement et, en association avec les systèmes existants, il constitue un outil de suivi pouvant être facilement utilisé par les États Membres, le Groupe déontologie et discipline, le Groupe médical, le Groupe des voyages et les missions hors Siège afin d'améliorer les activités de recrutement et de déploiement; e) Les interfaces entre la Field Support Suite et Umoja pour les demandes d'autorisation de voyage et les demandes d'autorisation des frais de voyage ont été déployées; f) Les modules du système de gestion des informations aériennes de la Field Support Suite ont été mis en œuvre dans 5 missions de maintien de la paix. Le module a permis de

		rationaliser les processus métier essentiels de la Section des transports aériens du Département de l'appui aux missions, du Centre stratégique des opérations aériennes de la Base de soutien logistique des Nations Unies et des sections des opérations aériennes de missions, et il fournit des informations essentielles sur la gestion des équipages, les coûts d'assurance et les vols grâce à l'intégration de cartes produites par le Système d'information géographique;
		g) Le système de traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études a été mis à jour et appliqué au Centre de services régional d'Entebbe et à ses missions clientes. La mise à jour a permis aux membres du personnel de la Mission de soumettre leurs demandes en ligne et de suivre l'état d'avancement du traitement de leur demande.
Cahier des charges et évaluation technique d'un marché portant sur la fourniture de produits à valeur ajoutée pour les systèmes d'informations géospatiales, et administration de 3 marchés en cours d'exécution portant sur la fourniture de logiciels et d'imagerie satellitaire pour les systèmes d'informations géospatiales	1 3	Cahier des charges et évaluation technique ont été réalisés. Marchés ont été administrés.

D. Département de la gestion

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Services d'appui fonctionnel et services techniques de secrétariat assurés lors de 110 réunions officielles et informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, notamment des avis portant sur les procédures, 30 projets de résolution et 30 rapports de la Commission soumis pour adoption à l'Assemblée générale	164	Réunions ont eu lieu: 27 officielles et 137 informelles Par ailleurs, un grand nombre de consultations informelles consacrées au maintien de la paix ont été tenues et ont reçu un appui.
	36	Projets de résolution et de décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission

	33	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale
Élaboration, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission, de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et de 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Le programme de travail a été mis à jour en permanence, selon les besoins, avant les sessions, pendant les sessions et à leur clôture.
	27	Notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix ont été établies.
Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	Oui	2 sites Web ont été gérés et mis à jour en permanence, avec notamment l'actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web public pendant les sessions et l'organisation, la présentation et la tenue à jour de 3 160 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur l'outil eRoom de la Cinquième Commission.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Communication, à l'ensemble des missions de maintien de la paix et des bureaux et départements financés au titre du compte d'appui, de la stratégie de communication et de concertation, qui définit comment les informations seront progressivement diffusées en vue d'aider le personnel lors du passage à Umoja	Oui	Le plan de communication de chaque phase de déploiement d'Umoja a été mis en conformité avec le plan de prédéploiement de 6 mois afin d'appuyer la communication des entités dans lesquelles le progiciel était déployé.
Fourniture de supports didactiques et d'instructions claires aux utilisateurs finals et aux responsables afin de préparer la mise en service d'Umoja dans le groupe 3, notamment en élaborant et en diffusant des aide-mémoire et des guides rapides de l'utilisateur, en diffusant des informations sur le site Web d'Umoja et sur iSeek et en communiquant directement avec les missions et le personnel présent sur le terrain	Oui	Des listes d'activités de communication mensuelles, récapitulant les mesures à prendre chaque mois pour préparer le personnel à la mise en service d'Umoja, ont été diffusées aux coordonnateurs chargés du déploiement dans les différentes entités du groupe, au moyen d'Unite Connections. Un calendrier des manifestations liées à Umoja a également été créé sur Unite Connections afin de faire figurer en un seul endroit les réunions, ateliers et visioconférences relatifs à Umoja.
Organisation de 90 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel	95	Réunions du Comité des marchés du Siège ont été organisées.
	19	Réunions du Comité central de contrôle du matériel ont été organisées. Étant donné le nombre de dossiers reçus, 19 réunions ont suffi à tous les traiter.

Examen de 500 opérations d'achat et de 250 opérations de liquidation de biens	546	Opérations d'achat ont été examinées
	221	Opérations de liquidation de biens ont été examinées Le produit prévu reposait sur une estimation du nombre de dossiers que le Comité des marchés du Siège et le Comité central de contrôle du matériel recevraient. Tous les dossiers reçus au cours de la période considérée ont été traités.
Organisation de 4 visites sur le terrain en vue de contrôler et d'évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés dans les missions de maintien de la paix	4	Visites sur le terrain ont été effectuées.
Organisation de 18 sessions de formation portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel dans les opérations de maintien de la paix	16	Sessions de formation portant sur les comités des marchés ont été organisées. Le produit réalisé a été inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités prévues a été revu en fonction des ressources disponibles.
Inscription de 200 membres du personnel supplémentaires aux modules de formation en ligne portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel	201	Membres du personnel supplémentaires ont été inscrits.
Examen, par des experts indépendants de haut niveau, de 7 affaires de contestation des adjudications	3	Affaires de contestation des adjudications ont été examinées. 8 recours avaient été déposés; cependant le nombre d'affaires examinées a été inférieur aux prévisions car 3 ne remplissaient pas les conditions voulues, 1 a été retirée et 1 a été tranchée au terme d'une procédure extérieure au Comité d'examen des adjudications.
Rédaction, au nom du Secrétaire général, de 236 décisions motivées indiquant si des demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel des missions sont recevables et, le cas échéant, si les décisions administratives contestées sont conformes aux règles et directives applicables	1 009	Décisions motivées ont été rendues. Le nombre est supérieur aux prévisions en raison de la hausse des demandes. 637 membres du personnel ont présenté des demandes liées au résultat d'une vaste campagne de recrutement dans la catégorie du Service mobile, qui concernait 28 avis de vacance de poste génériques pour lesquels plus de 30 000 candidatures avaient été reçues.
Rédaction de 30 décisions motivées concernant des demandes de suspension de l'exécution d'une décision présentées au Secrétaire général dans des affaires concernant la cessation de service d'agents de maintien de la paix	49	Décisions motivées ont été rendues. Le résultat a été supérieur aux prévisions en raison de la hausse des demandes provenant du personnel de missions réduisant leurs effectifs.

Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publication de directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience	8	Problèmes systémiques ont été recensés et des directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience ont été publiées.

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Établissement de 28 rapports sur l'exécution du budget et le projet de budget de 13 missions en cours et de l'UNSOA, de 3 rapports sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS et d'un rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS	32	15 rapports sur l'exécution du budget et 17 rapports sur le projet de budget de 14 missions en cours et de l'UNSOA ont été établis. Le nombre de rapports établis a été supérieur aux prévisions en raison de l'établissement de 2 rapports additionnels sur le budget révisé de la MINUSS et de la MINUAD et de la création de la MINUSCA, qui a entraîné l'établissement de 3 rapports sur l'exécution du budget et le projet de budget.
	3	Rapports sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS ont été établis.
	1	Rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS a été établi.
	4	Notes sur les arrangements financiers de l'ONUCI, la MINUL, la MINUSMA et la MONUSCO ont été établies.
1 rapport sur la situation financière des opérations de maintien de la paix liquidées	1	Rapport sur la situation financière actualisée de 25 opérations de maintien de la paix liquidées a été établi.
9 rapports et notes sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dont le rapport d'ensemble, le rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et le rapport sur la Base de soutien logistique des Nations Unies	8	Rapports et notes ont été établis.

20 dossiers d'information complémentaire remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant 13 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA, les rapports sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS, le rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS, et les rapports sur la Base de soutien logistique et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	23	Dossiers d'information complémentaire concernant 14 opérations de maintien de la paix en cours et l'UNSOA, les rapports sur la Base de soutien logistique et le compte d'appui, ainsi que les rapports sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS et le rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS, ont été remis. Le nombre de dossiers a été supérieur aux prévisions en raison des 3 rapports additionnels sur les budgets révisés de la MINUSS et de la MINUAD et sur le budget de la MINUSCA.
Examen des questions complémentaires des organes délibérants relatives à 13 opérations de maintien de la paix en cours et à l'UNSOA, à la Base de soutien logistique, à la MINURCAT, à la MINUS, à la MINUT, à la MISNUS et au compte d'appui, ainsi que de questions transversales, et coordination des réponses	2 911	Pages de réponses écrites aux questions posées ont été publiées : 2 092 pages de réponses aux questions complémentaires posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 819 pages de réponses aux questions complémentaires posées par la Cinquième Commission
Publication d'un jeu complet d'états financiers conformes aux normes IPSAS et de notes y relatives pour chaque mission de maintien de la paix en cours ou clôturée	Oui	Des états financiers conformes aux normes IPSAS pour la période 2014/15 ont été publiés le 30 septembre 2014.
Mise en ligne de l'état des contributions, y compris des récapitulatifs et l'état des contributions non acquittées	Oui	L'état des contributions, y compris des récapitulatifs, a été mis en ligne sur le portail des contributions à l'intention des États Membres et du Secrétariat.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Aide apportée aux opérations de maintien de la paix dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elles ont besoin	Oui	Une aide a été apportée à la MINUSCA dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elle a besoin.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Fourniture de conseils sur la valorisation des avantages découlant de l'application des normes IPSAS	Oui	Une visioconférence a été assurée à l'intention du Directeur ou du Chef de l'appui à la Mission afin de présenter la structure du plan de valorisation des avantages, les responsabilités

		en matière d'établissement de rapports, les procédures et les obligations de suivi. Un stage de formation, auquel ont participé plus de 40 chefs des services financiers et fonctionnaires des finances de premier plan, a été organisé à Brindisi, afin de donner un aperçu des catégories d'avantages prévues dans le plan de valorisation des avantages et de présenter les aspects pratiques du mécanisme de communication de l'information et de suivi des avantages découlant de l'application des normes IPSAS.
Fourniture de conseils sur le respect des normes IPSAS dans les missions	Oui	Une aide directe sur des questions précises a été apportée au moyen de visioconférences hebdomadaires, d'un appui continu fourni au Centre de services régional d'Entebbe, à la MINUL, à la MINURSO et à l'ONUCI et d'un atelier organisé à Brindisi à l'intention des chefs des services financiers et des fonctionnaires des finances de premier plan. L'Équipe IPSAS a fourni des conseils et un appui continus pour répondre aux questions portant sur les consignes et les modes de comptabilisation.
Suivi de la délégation de pouvoir en matière de finances aux opérations de maintien de la paix	Oui	La révocation du pouvoir financier du personnel sortant a suivi immédiatement la délégation de ce pouvoir au personnel entrant, afin qu'il n'y ait pas de chevauchement.
Suivi des recommandations d'audit concernant les aspects comptables et budgétaires des opérations de maintien de la paix	Oui	Les observations et recommandations d'audit ont été examinées et analysées et l'application des mesures de suivi pertinentes a été demandée aux divisions concernées, le cas échéant.
Fourniture de conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions, procédures et pratiques comptables, et les assurances	Oui	Des orientations et des conseils sur la conformité aux normes IPSAS ont été fournis de manière continue à l'occasion de l'examen de comptes mensuels et dans le cadre de communications bilatérales. Une aide a été fournie au sujet de la situation postérieure au passage à Umoja du système de gestion financière et les nouveaux grands livres et procédures comptables ont été présentés aux missions.
Organisation de programmes de formation et élaboration de directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des dispositifs de contrôle interne et les mesures à	Oui	Un atelier sur les états financiers, visant à fournir des conseils aux fonctionnaires des finances des missions au sujet des recommandations d'audit sur l'établissement de

prendre en application des recommandations d'audit		soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS, s'est tenu au Centre de services régional d'Entebbe. 4 membres du personnel du Bureau ont fourni aux missions de maintien de la paix une aide sur place au sujet des nouvelles procédures comptables dans Umoja et la clôture du 30 juin 2014. Des précisions et des orientations ont été fournies sur différents sujets selon les besoins.
Traitement de 20 000 paiements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	17 062	Paiements en faveur de fournisseurs seulement ont été traités.
Traitement de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances	11 844	Demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances ont été traitées.
Négociation et gestion de 12 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment le contrat-cadre pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile	12	Contrats d'assurance pour des opérations de maintien de la paix ont été négociés, mis en place et gérés.
Fourniture d'une assurance maladie et d'une assurance-vie à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur les plans international et national qui y ont droit, et aux personnes à leur charge	Oui	Tous les membres du personnel recrutés sur le plan international qui y avaient droit et l'ont décidé et tous les membres du personnel recrutés sur le plan national ont pu souscrire au plan d'assurance maladie pour eux-mêmes et les personnes à leur charge. Une assurance-vie a été proposée à tous les membres du personnel qui y avaient droit.
Liquidation des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation	Oui	88 demandes d'indemnisation ont été présentées à des compagnies d'assurance et examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées; 95 demandes d'indemnisation ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation et son secrétariat.
Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des récapitulatifs détaillés aux États Membres ayant des arriérés de contributions	Oui	36 avis de mise en recouvrement et 13 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres. Des récapitulatifs détaillés concernant les arriérés de contributions ont été adressés aux États Membres.
Traitement de 3 500 liquidations de placements effectués pour les missions de maintien de la paix conformément aux normes de la profession	2 801	Liquidations de placements ont été effectuées conformément aux normes de la profession. Le nombre est inférieur aux prévisions par suite du regroupement des dépôts à vue.

Traitement de 3 000 reçus fournis aux États Membres, concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix; tenue à jour d'un état précis des contributions non acquittées	3 300	Reçus ont été délivrés aux États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix, et l'état des contributions a été tenu à jour.
Appui efficace apporté au Comité des contributions grâce à la fourniture en temps voulu au Comité de toutes les données demandées	Oui	L'ensemble des 15 documents, 65 documents de séance et données supplémentaires demandés par le Comité lui ont été fournis en temps voulu.
Délégation aux fonctionnaires des finances des missions de maintien de la paix des pouvoirs nécessaires pour assumer les fonctions d'agent ordonnateur	Oui	L'ensemble des 70 demandes de pouvoir d'ordonnancement ont été traitées.
Directives formulées à l'intention de 13 opérations de maintien de la paix, de l'UNSOA, de la Base de soutien logistique et de 11 départements et bureaux du Siège, pour l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution du budget, y compris sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les principes et procédures, la budgétisation axée sur les résultats, les recommandations des organes délibérants et la création des fonds d'affection spéciale correspondants, notamment au moyen d'un atelier organisé en coopération avec des représentants de la Division du budget et des finances des missions du Département de l'appui aux missions à l'intention du personnel des missions chargé des questions budgétaires et d'un exposé sur la préparation des projets de budget du compte d'appui à l'intention des départements et bureaux du Siège	Oui	Des instructions ont été fournies aux fins de l'établissement des rapports sur l'exécution du budget de l'exercice 2013/14 et des budgets pour 2015/16 pour 14 opérations en cours, l'UNSOA, la Base de soutien logistique et le compte d'appui, ainsi que d'un rapport final sur l'exécution du budget de la MINUS et de 3 rapports sur la liquidation des actifs de la MINURCAT, de la MINUT et de la MISNUS. En outre, une réunion d'information a été organisée à l'intention des départements et bureaux du Siège concernant l'établissement du projet de budget du compte d'appui. Des directives supplémentaires ont été fournies régulièrement. Cependant, l'atelier organisé avec le Département de l'appui aux missions a été reporté.
Visites effectuées dans 4 opérations de maintien de la paix pour donner des conseils stratégiques et fournir sur place une assistance concernant les questions budgétaires et financières	Non	Les visites dans les opérations de maintien de la paix ont été remises à la période de présentation de l'information financière 2015/16 en raison d'autres priorités.
Émission de 500 autorisations de financement et de 27 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs visant les opérations de maintien de la paix, l'UNSOA, la Base de soutien logistique, les départements et bureaux du Siège et les fonds d'affectation spéciale relatifs aux opérations de maintien de la paix	1 009	Autorisations de financement ont été émises.
	40	Autorisations relatives aux tableaux d'effectifs, visant 27 opérations de maintien de la paix et 13 départements et bureaux du Siège, ont été émises. Le produit réalisé est supérieur aux prévisions en raison des crédits supplémentaires alloués aux fonds d'affectation spéciale et des besoins de la MINUSCA, de la MINUAD, de la MINUL, de la MINUSS et de l'UNSOA.
20 rapports financiers et autres communications financières adressés aux donateurs alimentant les	2	Rapports financiers et autres communications financières ont été établis.

fonds d'affectation spéciale relatifs aux opérations de maintien de la paix		Le nombre est inférieur aux prévisions en raison des demandes moins nombreuses émanant de donateurs.
Organisation et tenue de visioconférences avec les opérations de maintien de la paix, l'UNSOA et la Base de soutien logistique, selon qu'il convient, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification des projets) qui se posent lors de l'établissement de la version définitive des rapports relatifs à la présentation ou à l'exécution du budget	Oui	Des visioconférences ont été tenues avec toutes les opérations en cours durant le processus d'examen du budget. Des réunions d'examen de haut niveau portant sur l'établissement et l'exécution du budget pour le compte d'appui ont en outre été organisées.
Placement, conformément aux règles de l'ONU, des fonds en dollars inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix	Oui	Les fonds en dollars inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix ont été placés conformément aux règles de l'ONU.
Exécution d'environ 2 400 transferts électroniques de fonds, 900 achats de devises et 850 liquidations de placements	2 350	Virements électroniques ont été effectués.
	928	Achats de devises ont été effectués.
	446	Opérations de placement ont été réglées. Le nombre est inférieur aux prévisions par suite du regroupement de dépôts à vue, du faible volume des transactions sur le marché des valeurs à revenu fixe et de la faiblesse générale des taux d'intérêt.
Versement, à partir des comptes des opérations de maintien de la paix, d'environ 80 000 traitements à quelque 7 500 membres du personnel	76 194	Traitements ont été versés.
	7 645	Membres du personnel ont été payés.
	105 194	Virements internationaux ont été effectués pour le compte des missions. Le nombre de virements était nettement plus élevé que prévu en raison de la mise en place de la structure de paiement centralisée d'Umoja, au moyen de laquelle les virements internationaux en dollars auparavant effectués localement par le personnel des missions sont désormais effectués de façon centrale par le personnel du Siège.
Comptabilisation d'environ 2 900 paiements, d'un montant total de 6,4 milliards de dollars, versés sur les comptes des opérations de maintien de la paix, et exécution d'environ 800 transferts de fonds, d'un montant total de 2,8 milliards de dollars, sur les comptes bancaires des opérations de maintien de la paix	3 030	Versements sur les comptes des opérations de maintien de la paix, d'un montant total de 7,6 milliards de dollars, ont été enregistrés.
	800	Versements hebdomadaires au titre de la reconstitution des ressources, d'un montant total de 1,5 milliard de dollars, ont été effectués sur des comptes gérés par les missions de maintien de la paix.

Traitement d'environ 200 changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix	217	Changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires sur les comptes des opérations de maintien de la paix ont été traités.
Maintenance, mise à jour et exploitation de systèmes d'information budgétaire et financière; organisation des données et gestion des systèmes; administration des réseaux locaux	Oui	Les systèmes ont été mis à jour, maintenus et exploités. Un appui supplémentaire, notamment une aide à la gestion des données de référence et une aide globale sur les questions bancaires et de trésorerie, a été fourni dans le cadre de la phase postérieure à la mise en service d'Umoja dans les groupes 1 et 2.
Tenue des plans comptables et des autres tableaux financiers de référence; développement et perfectionnement d'applications spécialisées	Oui	Les plans comptables du Système intégré de gestion et les tableaux financiers de référence ont été tenus à jour. Une aide à la gestion des données de référence d'Umoja, qui comprenait notamment la mise au point d'outils de collecte de données pour la conversion, a en outre été fournie.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	De nombreux rapports financiers ont été améliorés pour tenir compte d'Umoja et ont remplacé les anciens rapports.

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Publication de rapports annuels sur la composition des effectifs du Secrétariat, mentionnant notamment les données démographiques relatives au personnel et l'effectif des consultants et vacataires travaillant dans le cadre des opérations hors Siège	Oui	Le Secrétaire général a publié le rapport annuel sur la composition du Secrétariat et les données démographiques relatives au personnel (A/69/292) et un additif à ce rapport sur le personnel fourni à titre gracieux, les fonctionnaires retraités et les consultants et les vacataires (A/69/292/Add.1).
Publication en ligne, à l'intention des États Membres, de rapports sur la gestion des ressources humaines, appui dispensé à 300 utilisateurs dans les missions permanentes et publication d'autres rapports ponctuels sur les ressources humaines en réponse aux demandes des États Membres	5 632	Les rapports ont été publiés en ligne et une assistance a été fournie à 331 utilisateurs de 140 États Membres.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Prestation de conseils pratiques sur des questions liées au personnel des missions, comme les cadres et politiques pertinents et leur élaboration, les conditions d'emploi hors Siège et les rapports avec la Commission de la fonction publique internationale et le groupe de travail chargé d'examiner les conditions d'emploi dans les lieux d'affectation hors Siège du Réseau Ressources humaines	Oui	Des conseils pratiques ont été fournis quotidiennement sur toute la gamme des questions relatives aux politiques en matière de ressources humaines et aux conditions d'emploi applicables au personnel des missions de maintien de la paix. Le Bureau a participé à 2 sessions de la Commission de la fonction publique internationale; 3 réunions des groupes de travail de la Commission chargés de l'examen d'ensemble de toutes les prestations; 2 réunions de la Commission consacrées à l'examen du classement des lieux d'affectation hors Siège; 2 réunions du Comité permanent du Réseau Ressources humaines pour les lieux d'affectation hors Siège. Des directives administratives ont été élaborées aux fins de la gestion du personnel dans les pays touchés par l'épidémie d'Ebola et des échanges ont eu lieu avec la Commission de la fonction publique internationale sur la possibilité de prendre des mesures exceptionnelles et souples pour aider ces pays. Le Bureau a contribué à l'élaboration de mesures relatives au dispositif de mobilité organisée.
Prestation d'avis juridiques sur des points de droit administratif, représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif (New York, Nairobi et Genève) et traitement des affaires disciplinaires renvoyées au Bureau par le Département de l'appui aux missions	Oui	Des avis juridiques ont été donnés aux missions de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et au Département des opérations de maintien de la paix. 190 affaires disciplinaires concernant des missions de maintien de la paix et 148 recours formés par des membres du personnel de missions ont été traités, notamment par la représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif et la participation au règlement à l'amiable de différends.

Réalisation d'enquêtes détaillées sur les conditions d'emploi à la MINURSO, à la FISNUA et à la MINUSTAH et de 15 enquêtes intermédiaires en fonction des demandes émanant des lieux d'affectation. Examen de quelque 32 barèmes des traitements applicables aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national	2 8 20	Enquêtes détaillées ont été menées sur les conditions d'emploi. Enquêtes intermédiaires ont été menées. Barèmes des traitements applicables aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national ont été examinés pour tous les lieux d'affectation où une enquête détaillée ou intermédiaire a été menée durant la période considérée. Au total, 17 barèmes ont été révisés et 3 sont restés inchangés.
Suivi et examen des mesures spéciales concernant les conditions d'emploi locales actuellement en place à l'UNSOA et à la MINUSS	Oui	Les mesures spéciales ont été examinées en continu. Elles ont été maintenues pour la MINUSS mais suspendues pour l'UNSOA, compte tenu des résultats de l'enquête détaillée, entreprise en février 2015, sur les conditions d'emploi afférentes à la Somalie.
Examen et approbation de 20 profils d'emploi type pour utilisation dans le cadre des opérations hors Siège	Non	Aucun nouveau profil d'emploi type n'a été créé en prévision de l'opération de mobilité organisée. Les ressources ont été plutôt utilisées pour améliorer et rationaliser les profils d'emploi types existants intéressant le réseau Paix et questions politiques et humanitaires, qui seront intégrés à l'opération de mobilité en 2016.
Prestation au personnel de toutes les missions de services de formation, d'orientation et d'assistance en ligne concernant le système e-Performance	Oui	La page Web e-Performance a été rendue accessible à tout le personnel des missions de maintien de la paix. En outre, une nouvelle version du Programme de formation à l'intention du personnel de direction et d'encadrement sur le Système de gestion de la performance et de perfectionnement, qui est un dispositif de formation obligatoire, a été mise en service dans toutes les cellules intégrées de formation du personnel des missions. Une communauté de formateurs a été créée dans Unite Connections par laquelle le personnel de ces cellules intégrées a accès aux nouveaux supports de formation, à des tutoriels vidéo et à des notes du facilitateur.
Fourniture d'instructions, de conseils et d'une assistance concernant la gestion du comportement professionnel au personnel de toutes les missions, au moyen de vidéoconférences, du logiciel WebEx, de séances d'information et de téléconférences	Oui	Des directives pertinentes ont été fournies à 40 coordonnateurs au moyen de WebEx. Le Bureau a également proposé une aide aux utilisateurs par courrier électronique, répondant à environ 80 demandes par mois.

Élaboration d'outils à l'appui de la mobilité géographique et fonctionnelle à tous les niveaux du Secrétariat, y compris dans les missions de maintien de la paix	Oui	Une équipe a été créée et chargée de mettre en œuvre le programme de mobilité pour les deux types de mouvements de personnel (vacances de postes et mobilité organisée) d'ici au 1er janvier 2016.
Tenue de 2 800 séances de consultation à propos de dossiers de membres du personnel de maintien de la paix touchant l'administration des contrats ainsi que les droits et prestations	2 870	Consultations et directives ont été données afin que le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU, les politiques et les bonnes pratiques soient appliqués systématiquement et comme il se doit. De nombreuses consultations ont également été tenues en relation avec la conversion de postes en contrats continus, le premier volet de ce processus ayant été mené à bien en septembre 2014.
Prestation d'un appui administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur divers sujets : cessation de fonctions pour diverses raisons − à la suite de problèmes de santé (incapacité) ou d'une suppression de poste, par accord mutuel ou en raison d'un abandon de poste; activités extérieures; congé spécial pleinement ou partiellement rémunéré; levée des privilèges et immunités; recours administratifs et décisions réformées; dérogations au Statut et au Règlement du personnel	313	Demandes d'appui administratif ont été examinées et ont fait l'objet de recommandations (approbation, refus, exception ou autre proposition).
Examen et formulation de 5 politiques intéressant la santé du personnel	7	Politiques intéressant la santé du personnel ont été formulées. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'élaboration de politiques supplémentaires aux fins des activités de lutte contre l'épidémie d'Ebola dans toutes les missions de maintien de la paix touchées.
Mise en place d'un nouvel outil de gestion de la supervision des modalités de gouvernance des soins de santé à l'échelle du système	Non	La mise en place du nouvel outil de gestion a été reportée, le Bureau ayant revu ses priorités dans le contexte de la lutte contre l'épidémie d'Ebola.
8 sessions de formation médicale continue organisées grâce à WebEx à l'intention du personnel médical sur le terrain	9	Sessions de formation ont été dispensées au moyen de WebEx.
Organisation d'une réunion régionale de médecins-chefs	Non	La réunion a été reportée à octobre 2015.
3 rapports d'inspection d'installations médicales de missions et d'un centre régional d'évacuation sanitaire relié aux opérations de maintien de la paix, selon les demandes	4	Rapports d'inspection d'installations médicales de missions ont été établis.
	2	Rapports d'inspection de centres régionaux d'évacuation sanitaire ont été établis.

Examen d'aptitude médicale de 5 500 membres du personnel ou candidats à des postes dans les missions, observateurs militaires et agents de la police civile, aux fins de recrutements, d'affectations et de voyages; tenue de 3 500 séances d'information et consultations médicales avant l'envoi en mission; administration de 1 200 vaccins et distribution de trousses médicales aux membres du personnel se rendant sur le site d'une opération hors Siège	10 433	Examens d'aptitude médicale ont été pratiqués. Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'un plus grand nombre de demandes émanant des militaires déployés dans de nouvelles opérations hors Siège.
	2 884	Séances d'information et consultations médicales avant l'envoi en mission ont été tenues.
	1 651	Vaccins ont été administrés et des trousses médicales distribuées.
8 ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance à l'intention du personnel du Siège devant travailler dans des missions sur le terrain; évaluation psychosociale et formation dans 2 missions de maintien de la paix (MINURSO et FINUL)	16	Ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance ont été organisés. Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'une plus forte demande émanant des membres du personnel.
	2	Évaluations psychosociales ont été menées et une formation dispensée à la MINUL et au Centre de services mondial de l'ONU. La priorité a été donnée à la MINUL en raison de la tension suscitée par l'épidémie d'Ebola et de la réduction des effectifs de la mission. Le Centre de services mondial de l'ONU a également été considéré prioritaire compte tenu de la nécessité de régler plusieurs questions en suspens, dont la gestion des urgences de niveau élevé dans les missions de maintien de la paix et la collaboration avec celles-ci en vue d'organiser de manière conjointe de futurs ateliers de formation avant déploiement.
Certification des congés de maladie de 1 500 membres du personnel des missions, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	1 792	Congés de maladie ont été certifiés.
Fourniture de recommandations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies concernant l'octroi d'une pension d'invalidité à 50 membres du personnel des missions et du Département des opérations de maintien de la paix, ainsi que de conseils au sujet de 350 demandes d'indemnisation médicale présentées par des membres du personnel civil et militaire, des observateurs militaires et des agents de la police civile	23	Recommandations concernant l'octroi de pensions d'invalidité ont été émises à l'intention de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le produit est inférieur aux prévisions en raison d'une baisse du nombre de nouvelles demandes par rapport à l'exercice précédent.
	101	Réponses à des demandes de conseil en matière d'indemnisation médicale ont été fournies.

		Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la nouvelle méthode de comptage utilisée. Avec l'ancienne méthode, le total aurait été de 362 cas.
Achèvement de la mise en place progressive d'EarthMed et prestation d'un appui continu à toutes les missions de maintien de la paix	Non	En raison de l'épidémie d'Ebola et des conditions de sécurité dans les missions, la mise en place d'EarthMed à la MINUSMA, la MINUL, la MINUSCA, la MINUSS, la FISNUA, la MONUSCO et l'UNSOA a été reportée à l'exercice suivant.
Fourniture de conseils à 13 missions de maintien de la paix sur la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, avec visites d'appui sur site	16	Missions de maintien de la paix, dont l'UNSOA et la Base de soutien logistique des Nations Unies, ont bénéficié de conseils.
Vérification et validation des compétences de 120 chefs de l'administration et chefs du personnel civil des missions et de tous les administrateurs assurant des fonctions liées à l'administration du personnel et à la gestion des ressources humaines au Département de l'appui aux missions et dans le cadre des opérations sur le terrain	47	Validations des compétences ont été menées à bien. Le produit est inférieur aux prévisions en raison d'une baisse du nombre de demandes, qui résulte de la simplification du processus de vérification et de validation.
Conduite de 6 à 8 campagnes de communication visant à trouver des candidats à des postes dans les missions et au Siège à l'appui des opérations de maintien de la paix	7	Campagnes de communication ont été organisées. En outre, le Bureau a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux et les salons virtuels de l'emploi, pour élargir la portée de ses efforts de prospection dans le monde entier et entrer directement en contact avec celles et ceux qui ne peuvent pas assister en personne aux séances de prospection.
Présentation de rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines de toutes les missions, notamment à l'intention du Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires et du Groupe d'évaluation de la performance	16	Rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines des missions, dont l'UNSOA et la Base de soutien logistique des Nations Unies, ont été présentés au Conseil d'évaluation de la performance.
Fourniture d'une assistance (modes d'emploi et autres outils) aux missions en vue de la mise en œuvre du système de gestion des aptitudes Inspira	Oui	Les manuels d'utilisation du système Inspira destinés aux candidats et aux recruteurs ont été mis à jour et une formation à la gestion du recrutement et des affectations a été dispensée aux recruteurs dans les missions de maintien de la paix. En collaboration avec le Département de l'appui aux missions, le Bureau a dispensé une formation au Centre de services régional à Entebbe portant sur la gestion du recrutement

		et des affectations dans les missions, afin de mettre à jour et de renforcer les connaissances sur les conditions d'admission et l'évaluation des candidatures.
Prestation des services requis aux fins de la mise en service d'Inspira dans toutes les missions (assistance, mise au point d'applications, maintenance et appui à la production) (Centre d'assistance Inspira)	Oui	Il a été donné suite à plus de 200 demandes de changement dans Inspira et à plus de 50 000 demandes de services ou d'appui.
Rapports ponctuels sur les ressources humaines en réponse aux demandes de l'ensemble des missions de maintien de la paix	Oui	1 393 éléments d'information concernant les ressources humaines ont été fournis en réponse aux demandes des missions de maintien de la paix.
Prestation de services d'assistance et de formation en réponse aux demandes de services de gestion des ressources humaines présentées par les opérations hors Siège au moyen du Système intégré de gestion (SIG) (400 demandes par an en moyenne)	Oui	Le service d'assistance du Système intégré de gestion a répondu à 1 300 demandes d'aide émanant des missions par l'intermédiaire du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix, durant l'exercice considéré.

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Recensement des dossiers de la MINUSTAH qui sont à archiver aux fins de leur transfert immédiat au Siège	Oui	Quelque 202 pieds linéaires de dossiers à la MINUSTAH ont été recensés aux fins de leur transfert au Siège.
Affichage de 50 000 pages d'archives des opérations de maintien de la paix sur le site Web de l'ONU afin que le public puisse les consulter	286 140	Pages d'archives des missions ci-après ont été mises en ligne sur le site Web de l'ONU : Force d'urgence des Nations Unies, Opération des Nations Unies au Congo, Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, Force de protection des Nations Unies et Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda. Le nombre est supérieur aux prévisions en raison du renfort apporté par les services contractuels pour numériser les documents.

Communication de documents à l'Organisation et aux États Membres en réponse à 1 000 demandes d'accès aux archives relatives au maintien de la paix	573	Demandes d'accès aux archives ont été traitées. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la possibilité croissante d'accéder directement aux archives et de les télécharger sur le site Web de la Section des archives et de la gestion des dossiers, ce qui réduit d'autant les demandes adressées par courrier électronique ou faites en personne.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Exécution, à la MONUSCO et à la FINUL, d'un programme de gestion des dossiers conforme aux règles de tenue des registres de l'ONU	Oui	La priorité a été donnée à la MINUSTAH et à l'ONUCI en ce qui concerne l'assistance technique fournie sur place. Disposant déjà d'un programme de gestion des dossiers imprimés, les deux missions ont reçu un appui s'agissant de la gestion des dossiers électroniques, pendant qu'elles procédaient à la réduction de leurs effectifs.
Mise à la disposition du personnel du Siège (fonctionnaires et agents contractuels) dont les postes sont imputés au compte d'appui de bureaux et de services d'appui connexes répondant aux normes en vigueur	Oui	Des bureaux et des services d'appui connexes tels que la fourniture de mobilier adapté et d'installations ont été mis à la disposition du personnel du Siège dont les postes sont imputés au compte d'appui ainsi qu'au personnel temporaire au cas par cas.
Émission de 2 000 commandes, et administration de 250 contrats-cadres, avenants compris, et de 300 contrats classiques, avenants compris, pour le compte des opérations de maintien de la paix	2 110	Commandes ont été émises.
	232	Contrats-cadres ont été administrés.
	444	Contrats classiques ont été administrés.
Organisation de séminaires à l'intention des entreprises dans 40 localités (dont 30 à l'intention d'entreprises de pays en développement et pays en transition) et formation de 10 membres du personnel des administrations nationales ou des chambres de commerce aux procédures d'agrément des fournisseurs	54	Séminaires d'entreprise ont été organisés, dont 33 dans des pays en développement ou en transition. Le produit est supérieur aux prévisions en raison des retombées positives des activités de sensibilisation et du fort intérêt manifesté par les États Membres pour ces manifestations.
	23	Représentants de chambres de commerce ou d'organismes nationaux similaires ont reçu une formation visant à les familiariser avec les procédures d'agrément des fournisseurs et de passation des marchés en vigueur à l'ONU.

Suite donnée dans un délai d'un mois aux demandes d'inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies présentées par les fournisseurs ayant participé à des séminaires organisés à leur intention	Oui	3 991 entreprises ont participé aux séminaires; celles qui avaient demandé une inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ont reçu une réponse.
Pour le compte des opérations de maintien de la paix, lancement de 301 appels d'offres internationaux et négociation de 6 marchés concernant des biens et services de marque (transport de passagers et fret, affrètements maritimes et aériens de longue durée, transit de marchandises, services logistiques et services aéronautiques spécialisés connexes, ensemble des services et matériels de soutien génie, modularisation, véhicules, y compris véhicules spécialisés, manutention au sol et engins de manutention, y compris toutes pièces de rechange et le service après-vente, carburants, y compris contrats clefs en main, rations, fournitures générales et matériel de sécurité)	347	Nouveaux appels d'offres internationaux ont été lancés.
	4	Nouveaux marchés ont été négociés et conclus concernant des biens et services de marque. Le produit cumulé des appels d'offres et des marchés est supérieur aux prévisions en raison d'une demande élevée de services d'achat à l'appui des opérations de maintien de la paix.
Organisation de 22 visites de sites, conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'adjudication de marchés relatifs à de nouveaux appels d'offres, participation à 5 foires commerciales et industrielles et visite d'ateliers d'aviation, afin que l'appel d'offres soit le plus compétitif possible et de diversifier l'offre d'engins aéronautiques. Participation à la conférence sur la gestion des marchés de fourniture de rations organisée par le Département de l'appui aux missions à la Base de soutien logistique des Nations Unies	31	Conférences de soumissionnaires, négociations de contrats et visites ont été organisées.
	8	Foires industrielles et commerciales (auxquelles le Bureau a participé).
Examen de 200 demandes de délégation de pouvoir pour les achats locaux et de 75 dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège concernant des achats effectués par les missions et dépassant les montants autorisés au titre de la délégation de pouvoir	216	Demandes de délégation de pouvoir pour les achats locaux ont été examinées.
	86	Dossiers présentés aux comités locaux des marchés ont été examinés.
Application de la méthode révisée d'appel à la concurrence à tous les services d'affrètement aérien de longue durée au moyen d'invitations à soumissionner, et révision des contrats types de sorte à obtenir un meilleur rapport qualité-prix	Oui	La méthode révisée d'appel à la concurrence applicable à tous les services d'affrètement aérien de longue durée a été mise en service dans le cadre d'un exercice d'invitation à soumissionner qui a été achevé avec succès en mars 2015, produisant des résultats positifs en termes de rapport qualité-prix et améliorant la concurrence internationale. En avril 2015, le Bureau a organisé une conférence de l'aviation pour faire partager les conclusions et

		enseignements tirés de l'exercice d'invitation à soumissionner, et pour définir les étapes ultérieures d'une pleine mise en œuvre.
Organisation de 9 déplacements sur le terrain en vue de prêter assistance en matière de passation de marchés (MINUSMA, MINURSO, UNFICYP, MONUSCO, MINUAD, MINUSTAH, FINUL, ONUCI et BSLB) et réalisation in situ d'une étude de vérification de la conformité (Centre de services régional d'Entebbe)	1	Étude de vérification de la conformité a été réalisée in situ au Siège.
	7	Déplacements sur le terrain ont été effectués en vue de prêter assistance en matière de passation de marchés ont été effectués (MONUSCO, MINUAD, MINUSTAH, UNSOA, MINUSS, FISNUA, MINUK).
		Le produit est inférieur aux prévisions en raison des dépenses opérationnelles et de changements dans l'ordre de priorité des activités prévues. Comme certaines missions n'ont pas pu accueillir de visites en raison de l'épidémie d'Ebola, les activités y afférentes s'en sont ressenties.
Administration, pour le compte des opérations de maintien de la paix, de 285 contrats-cadres complexes et de montant élevé (soit 30 contrats-cadres concernant l'achat de véhicules, 75 l'achat de carburant, de rations et de fournitures, 34 l'achat de services de génie, 10 l'achat de services de transit et de logistique et les transports maritimes sur le long terme, 100 les transports aériens et l'affrètement d'avions sur le long terme et 36 l'informatique et les communications)	292	Contrats-cadres complexes de montant élevé ont été administrés.
	34	Contrats-cadres concernant l'achat de véhicules
	88	Contrats-cadres concernant l'achat de carburant, de rations et de fournitures
	37	Contrats-cadres concernant l'achat de services
	107	Contrats-cadres concernant l'achat de services de transit, les transports aériens et l'affrètement d'avions sur le long terme
	26	Contrats-cadres concernant l'informatique et les communications
Formation de 100 fonctionnaires du Siège et des opérations hors Siège à la passation de marchés au moyen de la Plateforme de formation en ligne aux achats	624	Fonctionnaires se sont inscrits sur la Plateforme de formation en ligne aux achats.
	1 755	Fonctionnaires ont obtenu un certificat à après avoir suivi les 7 cours de formation proposés en ligne.
		Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'introduction de 3 nouveaux cours en ligne, dont un sur la gestion des contrats, au deuxième semestre de 2014.
Inscription de 60 fonctionnaires du Siège et des opérations hors Siège à des cours dispensés par des organismes externes, y compris des stages et séminaires en ligne, débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés	32	Nouveaux fonctionnaires ont été inscrits à des cours dispensés par des organismes externes débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés équivalente à un diplôme.

		Le produit a été inférieur aux prévisions car seuls 32 fonctionnaires du Siège et membres du personnel des missions ont réussi l'épreuve de sélection de l'Institut agréé des achats et des approvisionnements, organisée par le Bureau pour recevoir un financement au titre de la formation.
Réalisation d'études de marché, prestation d'une assistance au Département de l'appui aux missions pour les négociations commerciales, et examen de 117 lettres d'attribution et dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département de l'appui aux missions et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents, ainsi que sur la mise à disposition d'hélicoptères et avions militaires et de services maritimes aux missions de maintien de la paix	125	Études de marché ont été réalisées.
	100	Lettres d'attribution et dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le DAM ont été examinés.
Traitement de 285 demandes d'assurance sur facultés et de litiges au titre de l'assurance de marchandises expédiées d'une mission à une autre, ainsi que de 7 déclarations de sinistre pour le compte de missions; délivrance de 68 autorisations d'expédition et certificats de dédouanement de biens de l'ONU expédiés entre les missions et New York; règlement de 9 litiges d'ordre juridique avec les fournisseurs à propos de dommages-intérêts libératoires en concertation avec le Bureau des affaires juridiques, et en accord avec l'action que ce dernier mène avec la Division des achats et la Division du soutien logistique pour assurer la bonne gestion des risques et faire baisser le nombre des réclamations en justice et des dommages à payer au titre des affrètements maritimes	228	Demandes d'assurance sur facultés et de litiges au titre de l'assurance de marchandises expédiées d'une mission à une autre ont été traitées.
	7	Déclarations de sinistre pour le compte de missions ont été traitées.
	73	Autorisations d'expédition et certificats de dédouanement de biens ont été délivrés.
	3	Litiges d'ordre juridique ont été soit réglés soit classés, alors que 6 autres sont encore à l'examen, en concertation avec le Bureau des affaires juridiques et le Département de l'appui aux missions.
Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique en provenance et à destination du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de toutes les missions de maintien de la paix	752 157	Courriers (poste ou messagerie) ont été traités.
	22 567	Kilogrammes de courrier de la valise diplomatique ont été traités.
	423	Mallettes ont été contrôlées, inspectées et livrées.
Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 40 accords en vue de réduire les frais de voyage des missions hors Siège	45	Accords ont été négociés avec des compagnies aériennes.
Vérification de 7 500 autorisations de voyage	7 484	Autorisations de voyage ont été vérifiées.

Calcul des montants forfaitaires à verser pour 350 demandes de voyage au titre du congé dans les foyers déposées par des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège	362	Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire au titre du congé dans les foyers ont été traitées.
Délivrance de 5 600 documents de voyage des Nations Unies et visas	5 145	Documents de voyage des Nations Unies et visas ont été délivrés. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison du changement apporté à la durée de validité du laissez-passer de l'ONU (portée à 5 ans), lequel n'a donc été délivré qu'aux membres du personnel qui n'avaient pas effectué de voyage avant le mois d'octobre 2012, afin qu'ils disposent d'un nouveau laissez-passer électronique plus sûr.
Accomplissement des formalités nécessaires pour 6 000 envois d'effets personnels (enregistrement)	1 164	Envois ont été effectués. Le produit a été inférieur aux prévisions car le traitement des lots à l'arrivée a été transféré du Siège aux missions.

e) Bureau de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Raccordement au réseau et appui à l'infrastructure d'accès aux applications et systèmes existants, par exemple l'intranet et le Système intégré de gestion, et accès à des modes de communication sécurisés (voix et vidéo)	Oui	Les lieux d'affectation relevant des groupes 1, 2 et 3 ont été raccordés à l'ensemble des progiciels de gestion intégrée, y compris Umoja.
Mise en service du Progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents dans les opérations de maintien de la paix restantes	Oui	Toutes les missions de maintien de la paix ont mis en service le progiciel de gestion pour le suivi du matériel appartenant aux contingents, à l'exception de la MINUSCA, mission pour laquelle la mise en service a été décidée après la période d'établissement du budget du compte d'appui pour l'exercice 2014/15.
Mise en service du système électronique de gestion du carburant dans 2 opérations de maintien de la paix et appui y relatif	3	Opérations de maintien de la paix ont bénéficié de cette mise en service et de l'appui y relatif.
Mise au point d'un système électronique de gestion des rations	Oui	Le système a été élaboré et sa mise à l'essai a commencé à la MINUSMA.

Établissement du système central de gestion des identités pour les usagers du Siège et fourniture d'un appui en la matière	Oui	Des éléments supplémentaires ont été mis au point et un appui a été fourni aux usagers du système central de gestion des identités au Siège.
Fourniture d'un appui 24 heures sur 24 aux utilisateurs de la base de données des coordonnées des responsables du Siège	Oui	Un appui a été fourni 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7
Extension du dispositif relais pour les questions de sécurité mis en place à l'échelle mondiale pour y faire figurer les profils de tous les membres du personnel de maintien de la paix	Non	Alors que le Département de la sûreté et de la sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix collaboraient à la mise en œuvre du dispositif, le Bureau a réaffecté les ressources afin de financer d'autres besoins en matière d'élaboration ou de renforcement de systèmes tels que Unite Docs ou Unite Connections qui apportent un appui direct à Umoja.

E. Bureau des services de contrôle interne

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Rapports du BSCI expressément demandés par l'Assemblée générale	Non	Aucun rapport n'a été demandé expressément par l'Assemblée générale.
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des contrôles effectués dans les opérations de maintien de la paix	1	Rapport annuel à l'Assemblée générale publié sous la cote A/69/308 (Part II).

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
8 rapports d'audit établis par des auditeurs en poste au Siège de l'ONU	10	Rapports d'audit
52 rapports d'audit établis par des auditeurs résidents en poste dans des missions de maintien de la paix	70	Rapports d'audit Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la diminution du nombre de rapports publics

		sur les droits de l'homme établis par les opérations de maintien de la paix.
5 rapports d'audit horizontal établis par des auditeurs en poste au Siège de l'ONU ou dans des missions de maintien de la paix	Non	Aucun rapport d'audit horizontal n'a été établi. Le rapport d'audit horizontal a été remplacé par des rapports distincts pour chaque audit thématique. Une synthèse des résultats des audits horizontaux figure dans le rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne [A/69/308 (Part II)].
1 réunion annuelle des chefs des auditeurs résidents pour la planification des travaux	1	Réunion annuelle des chefs des auditeurs résidents
1 réunion des auditeurs résidents et de leurs assistants portant sur le perfectionnement du personnel	1	Réunion des auditeurs résidents et de leurs assistants
1 rapport d'évaluation portant sur certains aspects de la performance pour chaque mission de maintien de la paix	1	Rapport d'évaluation pour 2013/14 L'établissement du rapport d'évaluation pour 2014/15 se poursuit après avoir pris du retard en raison de l'insuffisance des ressources humaines due aux mouvements de personnel.
2 rapports d'évaluation thématique ou d'inspection portant sur les questions ou priorités stratégiques communes	1	Rapport d'évaluation thématique pour 2013/14 Les rapports d'évaluation thématique pour 2014/15 n'ont pas été achevés en raison de l'étendue des domaines abordés et de l'insuffisance des ressources humaines résultant mouvements de personnel. Une nouvelle évaluation thématique a été entreprise en 2014/15 à la demande du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.
350 études et analyses d'informations faisant état de fautes éventuelles, pour décision quant à l'instance à saisir et aux investigations à effectuer	414	Études et analyses
Publication de 10 avis concernant le contrôle des opérations de maintien de la paix	5	Avis
Clôture de 28 enquêtes en attente	40	Enquêtes clôturées Le produit est supérieur aux prévisions car le Bureau s'est particulièrement et constamment efforcé, pendant l'exercice considéré, de clôturer les enquêtes en suspens depuis plus de 12 mois.
1 stage de formation aux techniques élémentaires d'investigation organisé à l'intention des directeurs de programme des missions de maintien de la paix	2	Stages, dont un atelier de formation aux enquêtes sur les conduites prohibées et un stage de formation standard des enquêteurs de l'ONU

1 examen annuel des politiques et lignes directrices sur les enquêtes ou promulgation de nouvelles politiques et lignes directrices concernant les techniques d'enquête	1	Examen complet des documents directifs, y compris la mise à jour du manuel concernant les techniques d'enquête

F. Cabinet du Secrétaire général

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conseils pour la rédaction de 125 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix adressés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	93	Rapports au Conseil de sécurité (51) et à l'Assemblée générale (42) Le produit est inférieur aux prévisions car la priorité a été donnée aux séances d'information convoquées d'urgence par le Conseil de sécurité en cas de dégradation de la situation sur le terrain. La fréquence de certains rapports a été réduite de 4 à 2 par an.
Conseils pour la rédaction d'environ 1 600 éléments de discussion, y compris la préparation de 12 exposés que le Secrétaire général doit présenter au Conseil de sécurité	2 066	Éléments de discussion sur le maintien de la paix ayant été examinés Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la détérioration de la situation en République arabe syrienne, au Yémen et en République centrafricaine.
	18	Exposés sur des questions relatives au maintien de la paix présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du nombre élevé des séances d'information convoquées d'urgence par le Conseil de sécurité.
Conseils pour la rédaction de 225 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux, aux pays qui fournissent des contingents et à d'autres interlocuteurs sur des questions relatives au maintien de la paix	209	Lettres examinées se rapportant au maintien de la paix Le produit est inférieur aux prévisions en raison des fréquentes réunions bilatérales qui ont été tenues entre les chefs d'État et de gouvernement et le Secrétaire général et ont permis à ce dernier de communiquer directement l'information.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Observations et conseils adressés dans un délai de 5 jours par le Cabinet du Secrétaire général aux missions, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions concernant les rapports sur les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général	Oui	Dans la plupart des cas, des conseils ont été adressés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans un délai de 4 jours ouvrables. Un délai plus long a été nécessaire lorsque le caractère complexe ou délicat de la question exigeait un examen approfondi.
Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils aux fins de l'établissement et de la révision ultérieure des rapports sur les questions de maintien de la paix à présenter au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux	Oui	Tous les conseils concernant les 93 rapports présentés à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité ont été communiqués dans les 5 jours, sauf dans un cas nécessitant un examen approfondi en raison du caractère complexe ou délicat du contenu du rapport.

G. Administration de la justice

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

a) Bureau de l'aide juridique au personnel

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Fourniture de statistiques et d'autres informations actualisées en ce qui concerne les questions relatives à l'administration de la justice dans les missions de maintien de la paix pour qu'elles soient présentées dans les rapports annuels sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale et dans les rapports d'activité du Bureau de l'administration de la justice	Oui	Des statistiques et autres informations actualisées ont été fournies.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Prestation de services complets, notamment d'avis juridiques et, s'il y a lieu, représentation des membres du personnel concernés par 2 juristes désignés du Bureau d'aide juridique au personnel dans 400 affaires qui concernent le personnel des missions de maintien de la paix	393	Affaires traitées concernant le personnel des missions de maintien de la paix : avis juridiques fournis dans 242 affaires et représentation assurée dans 151 affaires
Déplacements dans 4 missions de maintien de la paix pour rencontrer les membres du personnel, les associations du personnel et les responsables des missions et leurs conseils, afin de leur faire mieux connaître le système de justice interne de l'Organisation ainsi que les devoirs et responsabilités qui leur incombent au titre du Règlement du personnel, de permettre au personnel de savoir davantage à quoi s'attendre en fournissant rapidement des avis juridiques, de favoriser de bonnes relations et l'instauration de rapports de confiance professionnelle et d'encourager et de faciliter le règlement à l'amiable des différends	2	Déplacements effectués Le produit est inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités a été redéfini pour tenir compte des ressources approuvées et disponibles.
Règlement à l'amiable de 30 % des affaires qui concernent le personnel des missions de maintien de la paix	29 %	Affaires relatives au personnel des missions de maintien de la paix ayant été réglées à l'amiable. Sur un total de 151affaires, 44 (soit 29,1 %) ont été réglées à l'amiable.

b) Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Fourniture de services complets dans le cadre d'au moins 500 affaires de médiation, y compris grâce à l'intervention sur demande d'ombudsmans et médiateurs	784	Affaires pour lesquelles des services complets ont été fournis Le produit est supérieur aux prévisions car le personnel a recouru plus fréquemment à la procédure non formelle.

Analyse et suivi transversaux de 500 affaires en vue de déceler les facteurs et problèmes structurels source de conflit et d'assurer une remontée régulière d'informations vers la direction, le but étant d'améliorer l'efficacité de l'organisation	784	Affaires traitées Le produit est supérieur aux prévisions car le personnel a recouru plus fréquemment à la procédure non formelle.
Présentation à l'Assemblée générale d'un rapport annuel recensant les problèmes d'ordre structurel	Oui	Le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau a été publié sous la cote A/69/126.
11 déplacements dans les missions de maintien de la paix dans le cadre de visites périodiques ou ponctuelles pour prêter des services de règlement informel des conflits sur place et renforcer les capacités de règlement des différends du personnel grâce à l'organisation d'activités d'information et de sensibilisation	11	Visites dans des missions de maintien de la paix
8 visites effectuées par l'Ombudsman régional en poste à Kinshasa (MONUSCO) pour prêter des services dans la zone de mission	8	Visites
8 visites effectuées par l'Ombudsman régional en poste à Entebbe pour prêter des services dans la zone de mission (MINUSS, MINUAD et FISNUA)	8	Visites
Organisation, par l'intermédiaire de la vidéoconférence, d'activités d'information et de sensibilisation, le but étant de renforcer les capacités de règlement des différends du personnel; mise à jour bimensuelle du site Web du Bureau; production et distribution de documents électroniques et imprimés (2 000 brochures, 300 dossiers et 200 affiches); et organisation de 40 présentations et ateliers à l'intention du personnel et de la direction	Oui	Plus de 40 activités d'information et de sensibilisation ont été organisées pour le personnel des opérations de maintien de la paix, avec notamment la diffusion de supports d'information électroniques et imprimés (2 000 brochures, 500 dossiers et 500 affiches). Le site Web du Bureau a été mis à jour deux fois par mois.

H. Bureau de la déontologie

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Suite donnée à 85 demandes émanant du personnel des missions	171	Demandes traitées Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'intensification des activités d'information et de sensibilisation.

Traitement de quelque 1 650 déclarations de situation financière ou d'intérêts présentées par le personnel affecté à des missions de maintien de la paix	1 625	Déclarations de situation financière ou d'intérêts
Organisation de 4 visites d'information dans les missions de maintien de la paix (MINUSS, MINUSMA, MINUSTAH et MONUSCO) et de 20 sessions d'information	8	Les visites ont été effectuées dans 8 missions de maintien de la paix. Le produit est supérieur aux prévisions car le Bureau s'est employé à optimiser l'utilisation des fonds alloués aux voyages en regroupant les déplacements dans des opérations de maintien de la paix situées dans la même région. Ces déplacements auprès de multiples opérations de maintien de la paix ont entraîné une augmentation des demandes de services.
Élaboration d'un module d'apprentissage en ligne consacré à la déontologie, à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix exerçant des fonctions d'encadrement, et d'un module spécialisé de formation à la déontologie en présentiel	1	Module d'apprentissage en ligne Ce module s'adresse à tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix et porte sur un large éventail de questions de déontologie, y compris celles sur lesquelles devait porter le modèle spécialisé de formation en présentiel.
Mise en place d'un projet de formation au dialogue avec les supérieurs dans les missions	Non	Le projet de formation a été mis en place en octobre 2015.

I. Bureau des affaires juridiques

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Prestation, en fonction des besoins et en continu, d'assistance juridique sous forme d'avis, de conseils, de défense, de communications et d'aide juridiques, à toutes les missions de maintien de la paix et au Siège, concernant ce qui suit :	Oui	Voir ci-dessous les observations concernant les divers produits
Dimension réglementaire des missions de maintien de la paix, notamment les questions de gouvernance, et applicabilité des règles et directives de l'Organisation (70 cas)	79	Mémorandums et textes et propositions juridiques y relatifs concernant la dimension réglementaire des opérations de maintien de la paix
Accords institutionnels et opérationnels (par exemple, accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords	279	Accords institutionnels et opérationnels

analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement et mesures de lutte contre la piraterie), y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords (250 cas)		
Coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres juridictions internationales, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou y ayant trait, et appui à la constitution de commissions de vérité et autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 cas)	171	Mémorandums, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales avec les tribunaux pénaux internationaux Le produit est supérieur aux prévisions en raison des demandes de coopération avec l'Équipe spéciale d'enquête de l'Union européenne au Kosovo.
Enquêtes sur des allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme (25 cas)	55	Mémorandums et autres communications écrites ou verbales concernant des enquêtes sur des allégations de ce type Le produit est supérieur aux prévisions en raison des demandes de coopération avec l'Équipe spéciale d'enquête de l'Union européenne au Kosovo.
Dimension commerciale des missions, notamment les contrats et les grands marchés concernant les fournitures, les services logistiques, l'assurance, le déminage et les opérations similaires, la liquidation des biens et les accords d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (495 cas)	635	Projets de contrats, mémorandums, avis relatifs aux négociations et autres communications pertinentes avec les bureaux de l'Organisation et les fournisseurs portant sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande de services juridiques pour les activités logistiques des missions.
Réclamations nées de litiges en matière contractuelle ou immobilière et demandes d'indemnisation en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, y compris découlant d'accidents d'avion ou d'attentats perpétrés contre les locaux ou les responsables de l'Organisation (25 cas)	63	Cas de réclamations émanant des opérations de maintien de la paix pour lesquels des recherches, analyses et conseils juridiques et des négociations de règlement de différends étaient nécessaires Le produit est supérieur aux prévisions en raison des réclamations concernant des cas de force majeure présentées par les prestataires de services chargés du transport du matériel appartenant aux contingents, ce qui ont conduit le Bureau à coopérer avec le Département de l'appui aux missions et le Département de la gestion pour revoir les modalités et les pratiques contractuelles applicables à ces services.

Questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règlements financiers et règles de gestion financière, des opérations de trésorerie et des arrangements de garde ou de services bancaires complexes concernant les opérations de maintien de la paix (15 cas)	21	Mémorandums et documents y relatifs, et avis sur des questions financières
Arbitrages ou affaires contentieuses, ou services consultatifs connexes, y compris la représentation des intérêts de l'Organisation devant des instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires ou administratives (2 cas)	19	Cas de représentation et de soutien juridique devant des juridictions arbitrales, judiciaires ou administratives dans des affaires relatives aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation Le produit est supérieur aux prévisions en raison des actions civiles intentées auprès de tribunaux italiens par d'anciens vacataires de la Base de soutien logistique de Brindisi contre l'Organisation des Nations Unies.
Défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix devant des instances judiciaires, quasi judiciaires ou administratives (50 cas)	71	Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix, y compris l'établissement des pièces de correspondance juridiques et les activités de représentation s'y rapportant Le produit est supérieur aux prévisions en raison des actions civiles intentées auprès de tribunaux italiens par d'anciens vacataires de la Base de soutien logistique de Brindisi contre l'Organisation des Nations Unies.
Questions de responsabilisation, y compris les enquêtes menées en interne et en externe, et coopération de l'Organisation, dans le cadre de ses privilèges et immunités, avec les autorités des États Membres (20 cas)	67	Mémorandums et autres pièces de correspondance liés aux questions de responsabilisation Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'examen par des experts des mesures prises par l'Organisation pour lutter contre les actes d'exploitation sexuelle et les atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix.
Questions de personnel (interprétation et application du Règlement et du Statut du personnel, questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires, prestations et indemnités) (175 cas)	193	Mémorandums et documents y relatifs, et avis sur des questions de personnel
Représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (20 cas)	17	Réponses, recours et autres requêtes présentés au Tribunal d'appel des Nations Unies dans des affaires touchant aux opérations de maintien de la paix

Questions et affaires relevant du système d'administration de la justice (240 cas)	274	Avis et éléments de coordination produits au sujet de questions et d'affaires relevant du système d'administration de la justice Le produit est supérieur aux prévisions car des moyens de coordination plus importants ont été nécessaires pour faire face au grand nombre de plaintes déposées auprès du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies par des membres du personnel de missions en restructuration, comme la MINUL et la MONUSCO.
Volets juridiques des questions de sécurité, y compris l'adoption et l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 cas)	62	Mémorandums et documents y relatifs, et avis

J. Département de l'information

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Production chaque mois de 25 reportages de bonne qualité sur des questions intéressant le maintien de la paix et diffusion de ces sujets par UNfeed par son site Web et le fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News, qui couvre un réseau de plus de 1 000 antennes de transmission (plus de 560 radiotélédiffuseurs) dans le monde, ainsi que par Reuters et la chaîne Eurovision	25	Reportages par mois diffusés sur le site Web UNifeed.
Transfert et hébergement sur UN Web TV et sur la chaîne des Nations Unies sur YouTube de 8 vidéos par an sur des questions intéressant le maintien de la paix; production de 5 reportages par an sur des questions intéressant le maintien de la paix pour la série *L'ONU en action* et diffusion aux médias audiovisuels du monde entier	8	Vidéos téléchargées chaque mois, soit 97 vidéos au total
	5	Reportages courts
Production de 2 articles de fond sur des questions intéressant le maintien de la paix pour le magazine mensuel du Département	2	Reportages vidéo produits et diffusés
Production de vidéos à caractère non médiatique à l'intention, par exemple, du Conseil de sécurité ou de pays qui pourraient fournir des contingents, selon que de besoin	Oui	Des enregistrements vidéo de séances d'information et de présentations au Conseil de sécurité ont été produits et diffusés sur le site Web de UN Web TV.

Fourniture, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, de conseils stratégiques et de services d'appui à 13 opérations de maintien de la paix	14	Opérations de maintien de la paix ayant bénéficié de conseils stratégiques et de services d'appui Le nombre est supérieur aux prévisions en raison de la création de la MINUSCA.
Visites à 3 opérations de maintien de la paix (MINUL, ONUCI et UNFICYP) pour fournir sur place des conseils et un appui en matière de communication	4	Visites effectuées dans des opérations de maintien de la paix (MINUSMA, MINUSTAH, MINUAD et MONUSCO) Les destinations ont été modifiées en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix.
Organisation et facilitation, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, d'un séminaire de formation spécialisée d'une semaine pour 30 agents chargés, dans les missions et au Siège, de l'information concernant le maintien de la paix	Oui	Un atelier de 3 jours a été organisé pour mettre à jour le manuel sur les politiques et orientations opérationnelles concernant l'information dans les opérations de maintien de la paix, à la place du séminaire de formation d'une semaine initialement prévu
Hébergement, mise à jour et maintenance, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, d'environ 500 pages du site Web consacré au maintien de la paix (en anglais), avec, le cas échéant, la révision de fond d'environ 150 pages concernant 13 missions hébergées sur le site Web du Siège	500	Pages traitées sur le site Web consacré au maintien de la paix
	150	Pages hébergées sur le site Web du Siège ayant fait l'objet d'une révision de fond
	14	Opérations de maintien de la paix ayant bénéficié de conseils stratégiques et de services d'appui Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la création de la MINUSCA.
Coordination de la maintenance du site Web consacré au maintien de la paix dans les 5 autres langues officielles de l'Organisation	Oui	Le Département de l'information a assuré la coordination de la maintenance quotidienne du site Web consacré au maintien de la paix dans les 6 langues officielles de l'Organisation.
Prise en charge, pour le compte des missions et avec le Département de l'appui aux missions, de la coordination du système de gestion des contenus mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant à ces dernières	Oui	Le Département de l'information a coordonné les activités de maintenance et de dépannage assurées dans les missions pour appuyer le système de gestion des contenus sur le Web. Il a fourni des orientations et directives stratégiques et contribué à l'élaboration d'un nouveau système de gestion des contenus et d'un nouveau modèle pour les missions.
Mise à jour, en consultation avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, du manuel sur les politiques et orientations concernant l'information dans les opérations de maintien de la	Oui	Le nouveau projet de révision du manuel sur les politiques et orientations opérationnelles concernant l'information dans les opérations de maintien de la paix tient compte de l'évolution récente des techniques et de la technologie des

paix des Nations Unies afin de l'adapter à la nouvelle politique et aux changements intervenus dans le domaine des techniques et de la technologie des médias		médias. La nouvelle version du manuel devait être achevée et approuvée en décembre 2015.
Organisation d'une campagne d'information sur les activités des missions auprès d'au moins 50 pays fournissant des contingents ou des effectifs de police grâce à des communiqués de presse, photos et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire du réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix	35	Pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police Le produit est inférieur aux prévisions car les campagnes d'information ont été concentrées et regroupées pour avoir lieu dans un plus petit nombre de pays.

K. Département de la sûreté et de la sécurité

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Organisation de 23 visites pour examiner les dispositions en matière de gestion de la sécurité dans 14 missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional d'Entebbe, et établissement de rapports assortis de recommandations pour chaque cas	20	Visites effectuées dans 13 missions de maintien de la paix, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional d'Entebbe Le produit est inférieur aux prévisions car des ressources humaines ont dû être réaffectées en renfort au moment où des soldats de la paix de la FNUOD et un équipage d'hélicoptères de la MINUAD ont été pris en otage.
Organisation, à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité dans toutes les missions, de réunions d'information sur la gestion du dispositif de sécurité, les politiques du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité	Oui	Des réunions d'information sur la gestion du dispositif de sécurité, les politiques du système de gestion de la sécurité et les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité ont été organisées à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité des missions dans le cadre des missions d'assistance et de contrôle du respect des normes de sécurité.
Examen continu du dispositif de gestion des risques de sécurité (système de niveaux d'insécurité, évaluation des risques de sécurité, normes	18	Rapports d'évaluation des risques de sécurité examinés pour 14 missions de maintien de la paix et l'UNSOA, le Centre de services

minimales de sécurité opérationnelle, plan de sécurité, budget au titre de la sécurité, etc.) dans 14 missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional; conseils et orientations à destination des hauts responsables des missions sur les mesures de gestion des risques de sécurité facilitant l'exécution des mandats		régional d'Entebbe, la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et la Base d'appui des Nations Unies à Valence
Formation sur la gestion de la sécurité : organisation, pour les nouveaux chefs de mission, d'une formation réservée aux responsables désignés; formation ciblée sur les questions de sécurité à l'intention du personnel et des hauts fonctionnaires des missions, dispensée lors de visites sur le terrain sur la base d'une analyse des lacunes à combler; organisation et conduite d'un atelier annuel à l'intention de 20 responsables de la sécurité dans 14 missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional	10	Sessions de formation des responsables désignés organisées pour les nouveaux chefs de mission
	396	Membres du personnel et hauts fonctionnaires des missions ayant suivi la formation
	1	Atelier annuel organisé à l'intention de 20 responsables de la sécurité
Synthèse de 261 contributions pour le rapport sur la sécurité établi chaque jour à l'intention des agents de liaison pour les questions de sécurité relevant du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, s'agissant notamment des missions de maintien de la paix, et élaboration de rapports réguliers sur les principales atteintes à la sécurité dans toutes les missions de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional	312	Contributions au rapport quotidien synthétisées Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la nouvelle prescription tendant à ce que des rapports soient également établis le week-end.
Facilitation de la normalisation, de l'évaluation et de la mise en place de mesures de sécurité physique dans les locaux des missions de maintien de la paix, moyennant un suivi et des orientations systémiques, l'élaboration de plans et spécifications techniques, et l'organisation d'une formation; regroupement des documents de recherche et d'orientation sur les besoins de sécurité physique et les plans et spécifications nécessaires pour faire face à certaines vulnérabilités	Oui	Le produit a été exécuté dans le cadre des activités financées au moyen du budget-programme de 2014-2015. Un réseau de 40 experts, un site Web sur les prescriptions de sécurité et des directives sur les mesures de sécurité physique à prendre en prévision des séismes ou en cas d'attaque par un tireur fou ont été établis. Le Département a également organisé une formation de base à la sécurité physique dans le cadre des ateliers régionaux réservés aux spécialistes de la sécurité.
Réalisation de 5 évaluations stratégiques des menaces ou établissement de rapports sur des visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces pour la sécurité effectuées dans 5 opérations de maintien de la paix	5	Visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces pour la sécurité effectuées dans 5 missions de maintien de la paix

Coordination, contrôle et renforcement de l'application d'instructions permanentes techniques concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité pour faciliter le travail des cellules d'analyse conjointe des missions, des centres de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité, ainsi que des groupes de l'information et de la coordination relatives à la sécurité dans les missions de maintien de la paix	Oui	Les résultats d'évaluations et des informations stratégiques sur les menaces pour la sécurité ont été diffusés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions en vue de la coordination, du contrôle et du renforcement de l'application des instructions permanentes techniques.
Examen et, si nécessaire, mise à jour de 8 modules de formation et de 27 cours sur l'analyse des informations concernant les menaces pour la sécurité, à l'intention des cellules d'analyse conjointe des missions, des centres de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité ainsi que des groupes de la coordination de l'information relative à la sécurité, et définition de pratiques de référence pour toutes les missions	8	Modules de formation examinés et, le cas échéant, mis à jour
	27	Cours examinés et, le cas échéant, mis à jour
Organisation de 2 cours sur les principes et techniques de l'analyse des informations concernant la sécurité à l'intention de 40 analystes dans ce domaine, dans le but d'améliorer l'analyse, les méthodes d'appréciation de la situation et l'établissement de rapports concernant les missions de maintien de la paix	2	Cours sur les principes et techniques de l'analyse des informations sur la sécurité
	39	Analystes des informations sur la sécurité ayant reçu une formation
Formation du personnel, des agents de la sécurité, des gardes et des formateurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment celles portant sur l'emploi de la force; l'emploi de mesures tactiques létales ou non létales; la sécurité incendie; l'usage de matériel de protection contre les matières dangereuses; les mesures de prévention et les procédures d'évacuation; la formation au secourisme, à la réanimation cardiopulmonaire et à l'utilisation d'un défibrillateur externe automatique; l'utilisation de trousses médicales d'intervention d'urgence et la formation des superviseurs à l'encadrement (5 missions de maintien de la paix, environ 150 fonctionnaires); la formation de base à la sécurité, y compris la sécurité physique; le contrôle des accès; les procédures de filtrage; et les techniques de contre-surveillance (3 missions de maintien de la paix, environ 150 fonctionnaires).	6	Opérations de maintien de la paix ayant bénéficié de l'exécution de ce produit
	232	Fonctionnaires ayant bénéficié de l'exécution de ce produit
Évaluation, certification et renouvellement de la certification des compétences des formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et	Oui	20 formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et instructeurs ont été évalués et certifiés

des formateurs d'instructeurs dans les missions en ce qui concerne l'emploi de tactiques létales ou non létales	
Établissement de 5 rapports d'évaluation des unités, des installations et du matériel de formation à la sécurité dans missions de maintien de la paix, et fourniture d'une aide, pour assurer la qualité et la cohérence du travail des instructeurs et de la gestion et de la fourniture des modules de formation à la sécurité	3 Rapports d'évaluation concernant 3 missions de maintien de la paix Le produit est inférieur aux prévisions car l'évaluation à la MINUSCA a été reportée pour des raisons opérationnelles et les priorités concernant les activités prévues ont été révisées.
Fourniture de services d'évaluation des besoins et organisation d'ateliers sur la gestion du stress à l'intention du personnel dans 6 missions de maintien de la paix et déploiement de conseillers en gestion du stress chargés d'assurer des services d'urgence de gestion du stress traumatique, d'évaluation des besoins et d'appui en cas de crise dans 4 missions de maintien de la paix	4 Ateliers d'évaluation des besoins et de gestion du stress organisés à l'intention du personnel de 4 missions de maintien de la paix Le produit est inférieur aux prévisions en raison du report de la visite à la MINUSMA à une date ultérieure et des difficultés rencontrées pour obtenir les documents de voyage nécessaires pour la visite à la MINUAD.
	5 Conseillers en gestion du stress déployés dans 4 missions de maintien de la paix Le produit est supérieur aux prévisions car le Groupe de gestion du stress traumatique a dû se rendre à deux reprises à la MINUSMA pour fournir ses services aux membres du personnel perturbés par la situation instable en République centrafricaine.
Formation et certification de 10 conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique; organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 fonctionnaires dans 3 missions de maintien de la paix	11 Conseillers formés et certifiés 1 Atelier d'entraide organisé à l'intention d'une mission 11 Agents formés à l'entraide Les ateliers d'entraide prévus à la MINUSTAH et à la MONUSCO ont été remplacés par un stage de formation à la gestion du changement organisé à l'intention de 27 membres du personnel de la MINUSTAH et de 6 membres du personnel de la MONUSCO, en raison de la restructuration et de la réduction des effectifs de ces 2 missions.
Fourniture d'orientations techniques à 7 conseillers principaux en poste dans des missions de maintien de la paix, fourniture d'un appui et de conseils à des responsables au Siège concernant les aspects psychosociaux des crises, et coordination des services de soutien psychologique et de suivi de	9 Conseillers en poste dans 9 missions de maintien de la paix ayant bénéficié d'un encadrement et d'orientations techniques Oui Des conseils techniques et des recommandations sur la prise en charge du

l'ensemble du personnel nécessitant des mesures ou des services particuliers, en procédant à l'examen et à l'évaluation des fonctionnaires concernés et en formulant des recommandations pour la prise en charge	personnel, ainsi qu'une aide pour les évaluations techniques et les entretiens de recrutement de conseillers en gestion du stress, ont été fournis à des hauts responsables du Département de l'appui aux missions.

L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Conseils techniques et appui fonctionnel pour environ 135 réunions du Comité consultatif	190	Réunions Le produit est supérieur aux prévisions du fait de la complexité des questions soumises pour examen au Comité consultatif.
Élaboration de 32 rapports environ	30	Rapports Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la réduction du nombre de rapports thématiques sur le maintien de la paix soumis au Comité consultatif.
Calendrier de réunions suffisamment souple pour permettre l'examen des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et la présentation ponctuelle de rapports	Oui	Les réunions ont eu lieu conformément à un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.

M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

1. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
8 rapports périodiques sur des pays soumis au Conseil de sécurité par le Secrétaire général, comprenant des recommandations sur les questions relatives aux droits de l'homme, notamment la justice transitionnelle	8	Rapports
1 rapport périodique sur la violence sexuelle en période de conflit relatif à la MINUSMA, publié dans le cadre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information mis en place en application de la résolution 1960 (2010) du Conseil de sécurité	1	Rapport
1 rapport périodique du Secrétaire général sur la protection des civils rendant compte des tendances et des schémas relatifs aux violations visant les civils qui découlent du conflit au Mali et formulant des recommandations sur les mesures à prendre pour mieux protéger les civils des violations graves des droits de l'homme	1	Rapport
1 exposé au Conseil de sécurité sur la protection des civils au Mali rendant compte des tendances relatives aux violations graves des droits de l'homme et formulant des recommandations concernant des mesures de protection contre d'autres violations graves	1	Exposé
2 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police pour contribuer à actualiser les bonnes pratiques et faire part des nouveautés relatives à la coopération entre les composantes droits de l'homme et les Casques bleus dans le domaine de la protection contre les violations des droits de l'homme	Non	Les réunions d'information n'ont pas pu avoir lieu faute de fonctionnaires de rang supérieur en nombre suffisant.
2 consultations avec les pays hôtes pour s'entretenir du rôle des équipes de spécialistes des droits de l'homme et des structures en cours de mandat des opérations de maintien de la paix et à l'issue de celui-ci	Non	Les consultations n'ont pas pu avoir lieu faute de fonctionnaires de rang supérieur en nombre suffisant.

6 réunions d'information à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis ou groupes de contact, sur l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme dans des pays accueillant une mission de maintien de la paix	11	Réunions d'information Le produit supérieur aux prévisions s'explique par les exposés présentés au Conseil de sécurité au sujet de la MINUSMA, de la MINUSTAH, de la MONUSCO et de la MINUSS, aux États Membres lors de réunions bilatérales, ainsi qu'à l'Union africaine et à l'Union européenne lors d'ateliers.
1 réunion d'information à l'intention des départements, organismes, fonds, programmes et entités régionales des Nations Unies sur des questions relatives aux droits de l'homme et sur les activités menées dans les missions de maintien de la paix	Oui	Au lieu d'une réunion d'information, le Haut-Commissariat a organisé au Secrétariat plusieurs débats sur des questions relatives aux droits de l'homme et sur les activités menées dans les missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
2 évaluations stratégiques et techniques visant à définir les besoins relatifs aux droits de l'homme de nouvelles missions et à contribuer au processus de planification de missions	Non	Aucune nouvelle mission n'a été créée durant l'exercice considéré.
1 mission d'inspection préalable au déploiement visant à créer la composante droits de l'homme dans les nouvelles missions, à contribuer aux processus de planification de nouvelles missions et à aider les hauts responsables des missions à définir les priorités en ce qui concerne les droits de l'homme et à initier le personnel récemment déployé aux droits de l'homme	Non	Aucune nouvelle mission n'a été créée durant l'exercice considéré.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Examen, sur le plan technique, de 10 rapports émanant de composantes droits de l'homme avant leur présentation aux autorités nationales	8	Rapports Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la diminution du nombre de rapports publics sur les droits de l'homme établis par les opérations de maintien de la paix.
Envoi de 6 missions auprès d'opérations de maintien de la paix, y compris celles en phase de transition ou de retrait, afin de procéder à des évaluations d'ordre technique et de prêter un appui	6	Missions d'évaluation technique et d'appui opérationnel effectuées dans 4 opérations de maintien de la paix

opérationnel, l'objet étant de déterminer les progrès réalisés, d'analyser les mandats, les structures et les ressources nécessaires, d'en rendre compte aux équipes de direction et de guider les travaux des composantes droits de l'homme aux fins de l'exécution des mandats		
1 réunion annuelle des chefs des composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix sur les enseignements tirés de l'application des politiques et de l'exécution des mandats et sur les moyens de faire progresser l'intégration des droits de l'homme dans les activités des opérations	Non	La réunion n'a pas pu avoir lieu faute de fonctionnaires de rang supérieur en nombre suffisant. Des rencontres avec les chefs de la composante droits de l'homme de certaines missions ont eu lieu lors d'autres réunions de groupe.
Consultations trimestrielles sur les priorités stratégiques dans le domaine des droits de l'homme et la planification en appui aux composantes droits de l'homme, en particuliers lors des phases de démarrage et de transition des missions	2	Consultations Le produit exécuté est inférieur aux prévisions faute de fonctionnaires de rang supérieur en nombre suffisant.
3 consultations sur l'élaboration des politiques, la formation et l'exécution des mandats organisées à New York par le personnel établi à Genève	2	Consultations tenues lors de déplacements à New York et à Addis-Abeba, dans le cadre de l'appui apporté par l'ONU aux opérations de maintien de la paix de l'Union africaine
4 supports pédagogiques spécialisés du Département des opérations de maintien de la paix destinés à la formation préalable au déploiement du personnel militaire et de police contiennent un module d'enseignement des droits de l'homme; 3 sessions de formation aux droits de l'homme font partie des stages de formation de formateurs préalable au déploiement organisés par le DOMP à l'intention du personnel militaire et de police; et 2 cours de formation spécialisés sur les droits de l'homme sont organisés conjointement avec les pays fournisseurs de contingents, les opérations de maintien de la paix et le DOMP à l'intention du personnel militaire de maintien de la paix (40 participants).	4	Supports pédagogiques destinés à la formation préalable au déploiement
	1	Session de formation aux droits de l'homme tenue dans le cadre des stages de formation de formateurs préalable au déploiement organisés par le Département des opérations de maintien de la paix Le produit est inférieur aux prévisions car les ressources ont été réaffectées pour appuyer l'organisation, à titre expérimental, du stage de formation aux droits de l'homme du Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix.
	3	Cours de formation spécialisés sur les droits de l'homme organisés à l'intention du personnel militaire de maintien de la paix
2 consultations sont organisées à l'intention du personnel militaire et de police des opérations de maintien de la paix dans le but de fournir des directives opérationnelles en matière de droits de l'homme.	2	Consultations organisées dans le cadre de missions effectuées à la MINUSCA et à la MINUSMA pour fournir des directives opérationnelles relatives aux droits de l'homme
1 kit de démarrage standard est remis aux composantes droits de l'homme pour leur permettre d'établir des programmes d'initiation aux droits de l'homme efficaces à l'intention du personnel	3	Kits de démarrage standard Le produit est supérieur aux prévisions car des kits de démarrage ont été fournis aux nouveaux

militaire et de police, en fonction du mandat et des fonctions.		chefs de la composante droits de l'homme de la MINUSCA, de la MONUSCO et de la MINUK.
Des conseils sont fournis sur une base trimestrielle à la composante droits de l'homme de la MINUSMA dans le cadre de l'appui aux autorités nationales concernant leur participation aux processus du Conseil des droits de l'homme (tel que l'examen périodique universel), aux procédures spéciales et aux travaux des organes créés en vertu d'instruments internationaux.	Oui	Des conseils ont été fournis sur une base trimestrielle aux autorités pour les aider à donner suite aux recommandations des organes créés en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme et à élaborer les rapports prescrits.
Un appui mensuel est fourni à la composante droits de l'homme de la MINUSMA afin de mener des recherches et de fournir des informations relatives aux droits de l'homme pour faciliter l'évaluation des risques, y compris au moyen de recherches spécialisées dans les bases de données nationales relatives aux droits de l'homme.	Oui	Un appui mensuel a été fourni.
1 vidéo aux fins de formation portant sur des exemples dans le domaine des droits de l'homme, les outils et les bonnes pratiques permettant de prévenir des crises sur le plan des droits de l'homme et d'y répondre dans le cadre des mandats visant la protection des civils	Non	Aucune vidéo n'a a été produite Une idée de base a été conçue pour la vidéo, mais les ressources ont été réaffectées aux fins de l'impression de la note d'orientation relative à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte d'un appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes et de la réimpression des rapports sur les bonnes pratiques suivies par le personnel militaire et de police des Nations Unies.